Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

ENQUÊTE SUR L'AFFAIRE PEPSI

MENSONGES ET OMISSIONS

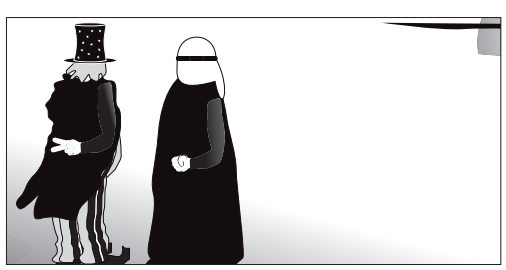
PREMIER VOLET

CAMPUS

AUTOPSIE D'UNE FACULTÉ DE MÉDECINE SANS DISSECTION.

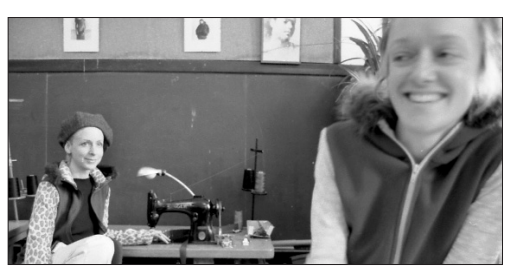
MONDE

ÉTATS-UNIS / ARABIE SAOUDITE: MON MEILLEUR ENNEMI



CULTURE

MODE: TOUT EST BIEN VOUS VA BIEN



Le Quartier Libre - 29 janvier 2003 - Vol. 10, no 10

WWW.QL.UMONTREAL.CA

L'implication étudiante enfin reconnue à l'UdeM

À partir de cette session, les étudiants se verront récompensés pour leur implication sur le campus de l'Université de Montréal. En effet, la Politique de reconnaissance de l'implication étudiante de l'Université de Montréal sera mise en application pour la session d'hiver 2003.

Rappelons brièvement qu'au cours des dernières années, la FAÉCUM a fait plusieurs revendications afin que l'Université de Montréal s'inspire d'une politique de l'Université Laval, à savoir la reconnaissance officielle, voire même la rétribution, de l'implication étudiante. Conséquemment, c'est en 2001 que l'Université de Montréal a adopté une politique à cet égard. Cependant, pour diverses raisons, elle n'a pas été mise en application. Finalement, l'arbre a donné ses fruits : dès cet hiver, votre dévouement pour la communauté universitaire pourra être récompensé.

dès cet hiver, votre dévouement pour la communauté universitaire pourra être récompensé

Ladite Politique s'applique aux étudiants de premier cycle qui participent bénévolement à la vie universitaire, que ce soit au sein d'organismes statutaires, d'une association étudiante ou de comités ad hoc ou encore à l'occasion de projets spéciaux propres à la vie étudiante ou à la vie universitaire. Il existe trois modalités de reconnaissance de la participation étudiante, soit l'attestation officielle de la participation, l'attribution de crédits (doit cumuler au moins 135 heures de participation) et le prix de fin d'étude.

Attestation officielle

Le premier mode de reconnaissance consiste en l'attestation officielle provenant du vice-rectorat à l'enseignement de premier cycle et à la formation continue. Cette lettre reconnaissant la valeur de l'implication de l'étudiant. Cette attestation de l'Université de Montréal peut faire office de lettre de recommandation ou s'intègrerait très bien dans un curriculum. Vous devrez, pour ce faire, soumettre un document explicatif de votre implication étudiante.

Attribution de crédits

Le deuxième mode de reconnaissance est l'attribution de crédits. Cependant, pour y être éligible il faut que l'implication cumule un minimum de 135 heures au total et qu'elle soit bénévole. De plus, un rapport-synthèse de 10 à 15 pages devra être rédigé afin d'appuyer la demande. Il est intéressant de préciser que 135 heures d'implication lors d'une session représente, en fait, 10 heures de travail par semaine, soit les heures normales qu'un officier d'association étudiante devrait donner par semaine.

Prix de fin d'étude

Le dernier mode de reconnaissance est la bourse de fin d'étude. En effet, les étudiants pourront postuler pour recevoir un prix d'implication. Le montant reste à confirmer. Les informations sur cette politique vous seront incessamment transmises par l'Université. Soyez vigilants et portez particulièrement attention aux prochaines campagnes d'affichage de l'Université.

Pour obtenir davantage d'informations, veuillez contacter le comptoir multiservice de la FAÉCUM au 343-6111, poste 5275

Depuis août, des associations étudiantes doivent se réunir dans le corridor

En dépit du nombre incalculable de demandes écrites et verbales qui s'échelonnent depuis l'été dernier, la direction de l'Université de Montréal n'a toujours pas résolu le problème des locaux étudiants sur le campus. À l'heure actuelle, il se trouve que deux associations étudiantes dûment reconnues en vertu des règlements de l'Université ne disposent toujours pas d'un local et qu'une troisième association, quant à elle, doit partager le local d'une autre association.

L'importance d'un local qui sert à la fois de lieu central de rencontre pour les étudiants, de lieu de travail pour les membres des conseils exécutifs des associations ainsi que de siège social pour la corporation n'est plus à démontrer. Malheureusement, les trois associations pénalisées (Bac 120 crédits, Économie-politique et Traduction) voient leurs capacités d'action et de rassemblement grandement diminuées. La FAÉCUM tient à rappeler à la direction que ces trois associations déploient d'innombrables efforts afin de favoriser une vie étudiante dans leur programme respectif et ainsi créer ce sentiment d'appartenance qui semble si cher à l'Université mais qui semble encore faire cruellement défaut chez ses étudiants.

FAÉCUM
Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
www.faecum.qc.ca
3200 Jean-Brillant
local B-1265

À LA UNE

Le Quartier Libre livre le premier volet de son enquête consacrée au dossier Pepsi. Entre mensonges et omissions, la vérité pointe à l'horizon.

À lire en pages 5 et 6

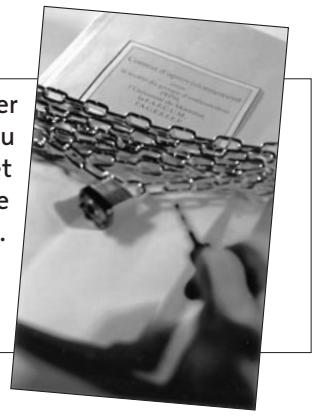


Photo: Dominic Gauthier

SOMMAIRE

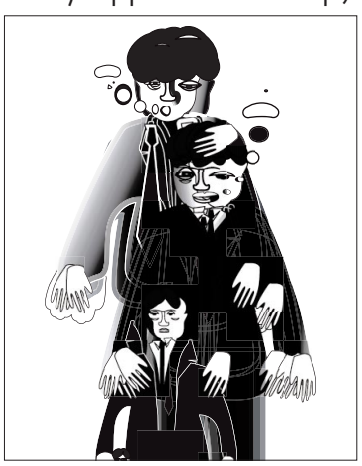
CAMPUS

Tout ce qu'on ne vous avait pas encore dit sur le contrat Pepsi .....pp 5-6

Dissection: le clavier ne vaut pas le scalpel ..p 7
Vox populi: réactions à l'éventuelle fermeture de la Faculté de médecine .....p 7
Grogue contre la création d'une fédération étudiante à l'UQAM .....p 9
La FAÉCUM quitte son Living pour s'installer au Croc .....p 9
Razzia sur les recettes de cafés étudiants ....p 9

SOCIÉTÉ

25 000 contre la guerre .....p 10
Malade de pub .....p 11
Logement sacre .....p 14
Les résidents permanents jouents carte sur table .....p 15
Observer l'infini à la loupe .....p 15
Russes et Américains en Iran: conflit commercial autour des armes .....p 15
États-Unis et Arabie saoudite: ennemis intimes .....p 17
Chronique française: Neige médiatique .....p 19
Fleur de lys sur papier de riz .....p 19



CULTURE

Hors les murs: le fichier Panini .....p 21
Cyber art: les Htmlles .....p 21
Impressions textiles et politiques .....pp 23-24
La grande vadrouille: Yellow Door .....p 25
BD: J'ai rêvé à Stalingrad .....p 26

L'INTERVIEWÉ

Robert Sing: nanotechnologue .....p 13

Quartier Libre

DIRECTRICE
Mikaëlle Monfort
monfortmikaelle@hotmail.com

CHEFS DE PUPITRE
Campus: Alexandre Benoît
alexandre.benoit.1@umontreal.ca
Société / Monde: Frédéric Legendre
fredericlegendre@yahoo.ca
Culture: Emmanuella St-Denis
wonderfulartemisia@hotmail.com

DIRECTEUR PHOTO
Dominic Gauthier - gauthdom@hotmail.com

PHOTOGRAPHES
David Champagne, Clarisse Serignat

ILLUSTRATEURS
L'eau tiède, Jérémi Lavoie, Luis Neves, Jaime Rodriguez

COLLABORATEURS
Samuel Auger, Nancy Beaulieu, Stéphanie Duret, Clément de Gaulejac, Sylvain Gharbi, Christophe Guillemaut,Pierre Nadeau, Mathilde Régnault, Sabrina Rogers, Christian Trempe

CORRECTEURS
Serge Bergeron, Denis Desjardins

INFOGRAPHIE
© Zirval Design & Imprimerie
(514) 525-3781

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)

IMPRESSION
Prime-Litho

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques

Le *Quartier Libre* est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993.

Bimensuel, le Quartier Libre est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.
Nos bureaux sont situés au:
2350, Édouard-Montpetit, Résidences de l'UdeM (Local 5115) C.P. 6128, succ. Centre-Ville, Montréal (Québec) H3C 3J7
Tél.: (514) 343-7630 - Téléc.: (514) 343-7744
Site Web: www.ql.umontreal.ca
Courriel: quartierlibre@hotmail.com
Le Quartier Libre est membre de la Presse universitaire indépendante du Québec (PUIQ)
Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans le Quartier Libre peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.
PROCHAINE PARUTION
Mercredi 12 février 2003

PROCHAINE TOMBÉE
Jeudi 6 février 2003

ÉDITORIAL

NOS NÉBULEUX AMIS DE LA FAÉCUM

Mikaëlle MONFORT

Permettez-moi, chers lecteurs, de vous servir une petite parabole sur l'amitié et la dépendance. Dans son numéro de l'hiver 2002/2003, la néo-conservatrice et américaine revue *The National Interest* a publié un article de Daniel Pipes consacré aux relations américano-saoudiennes. À propos de ces relations, on pouvait lire que *«l'on a l'impression qu'un basculement a eu lieu dans lequel les deux parties ont oublié lequel a le grand pouvoir et lequel le petit.»* Les choses sont assez claires, me semble-t-il, pour les Saoudiens! Durant des décennies, selon Daniel Pipes, les Saoudiens se sont comportés de manière arrogante et grossière à l'égard des Américains, mais les choses sont appelées à changer et les Saoudiens à se rappeler qu'ils n'ont que *«le petit pouvoir »…*

Quel rapport, me demanderez- vous, y a-t-il entre les relations américano-saoudiennes et l'affaire qui nous occupe essentiellement ces jours-ci, à savoir l'affaire Pepsi ? Simplement ceci: bien que leurs manières soient infiniment meilleures que celles des princes saoudiens, les étudiants de l'Université de Montréal sont dans la même situation vis-à-vis de la FAÉCUM que les Saoudiens vis-à-vis des États-Unis : amitié et dépendance. Les étudiants exercent leur «petit pouvoir » de vote qui leur permet de conférer le «grand pouvoir» de négociation et d'administration à la FAÉCUM.

L'enquête réalisée par le *Quartier Libre* sur le dossier Pepsi met au jour des faits pour le moins troublants.Tout d'abord, voyons les conditions dans lesquelles l'entente entre l'Université de Montréal, la FAÉCUM et l'AGEEFEP a été négociée. L'examen minutieux des procès-verbaux des Conseils centraux de la FAÉCUM révèle une fédération qui abandonne les intérêts des étudiants quant à l'achat de livres et d'ordinateurs ou à l'embauche de nouveaux professeurs. Les procès-verbaux témoignent que, contrairement à ce qui a été affirmé par la FAÉCUM, la négociation de l'entente suscitait beaucoup de questions de la part des délégués étudiants. Des questions relatives à l'éthique et au détail du contenu de l'entente. Ces questions sont restées sans réponse. Enfin, les procès-verbaux révèlent un Secrétaire général de la FAÉCUM (à l'époque il s'agissait de Patrick Lebel, l'actuel président du Conseil permanent de la jeunesse), plus soucieux de plaire à l'Université de Montréal que de défendre les intérêts des étudiants.

Plus près de nous, la publication du contrat Pepsi permet de constater que la FAÉCUM touche 67 356 des 500 000 dollars de redevances qui devraient être versés par Pepsi chaque année. Sur ces 67 356 dollars, le budget de la FAÉCUM en conserve 23 575. Or, le Secrétaire Général de la FAÉCUM a toujours prétendu que l'argent dévolu à la FAÉCUM était intégralement reversé aux cafés étudiants. Pourquoi cette omission ?

> Si l'opacité de la FAÉCUM ne dissimule rien d'autre que de l'embarras vis-à-vis des étudiants, il serait temps que la fédération assume ses erreurs et s'en explique.

Le contrat Pepsi prévoit l'attribution de bourses de l'Acti-fonds Pepsi. La FAÉCUM, l'AGEEFEP et Pepsi siègent au comité qui examine les demandes et attribue les montants. Pour Nicolas Fournier, le Secrétaire Général de la FAÉCUM, *«les gens de Pepsi n'ont pas leur mot à dire sur l'attribution des fonds.»* Le son de cloche n'est pas du tout le même du côté de Pepsi. Pourquoi cette dissimulation ?

Le contrat Pepsi prévoyait la mise en place d'un «comité marketing » destiné à faire des recommandations pour atteindre les objectifs de vente. L'UdeM et Pepsi nous ont confirmé que l'AGEEFEP et la FAÉCUM ont effectivement participé aux travaux de ce comité. Nicolas Fournier affirme que *«le fameux comité marketing, ça n'existe pas ! Il est sur le papier mais il ne s'est jamais réuni.»* Pourquoi ce mensonge ?

La mauvaise évaluation des volumes minimum d'achat portés au contrat Pepsi risque de faire perdre plus de 200 000 dollars de recettes à la FAÉCUM et aux cafés-étudiants. Cela ne semble pas émouvoir beaucoup le Secrétaire Général de la FAÉCUM. Pourquoi ce silence ?

> La FAÉCUM pense-t-elle que sa collaboration active à la négociation d'une mauvaise entente pour l'Université de Montréal va la décrédibiliser auprès des étudiants de l'UdeM ?

La FAÉCUM pense-t-elle que sa collaboration active à la négociation d'une mauvaise entente pour l'Université de Montréal va la décrédibiliser auprès des étudiants de l'UdeM ? Est-ce la raison pour laquelle elle tente maladroitement de dissimuler l'ampleur de sa contribution à la conclusion de l'accord et des concessions faites ?

Si tel est le cas, et si l'opacité de la FAÉCUM ne dissimule rien d'autre que de l'embarras vis-à-vis des étudiants, il serait temps que la fédération assume ses erreurs et s'en explique. Faute de quoi, ses amis étudiants pourraient bien se saisir du «petit pouvoir» qui leur est attribué pour voter et renverser le dépositaire du «grand pouvoir». C'est à Caroline Dawson, David Pilon et Pierre-Philippe Lefebvre que l'on doit de pouvoir éclaircir aujourd'hui les zones d'ombres soigneusement ménagées par la FAÉCUM. Le fait que la conjonction de leurs trois «petits pouvoirs » l'ait emporté sur les «grands pouvoirs » de l'UdeM, de Pepsi et de la FAÉCUM devrait déjà fournir matière à réflexion à la fédération étudiante.

Quartier Libre

LE QUARTIER LIBRE RECHERCHE DES COLLABORATEURS.

PROCHAINES RÉUNIONS DE RÉDACTION LES 29 JANVIER ET 12 FÉVRIER 2003 À 17 HEURES AU LOCAL DU JOURNAL.

28 JANVIER
TOURNOI DE BILLARD
16h00
Crocodile
5414 Gatineau

29 JANVIER
CHASSE AUX TRÉSORS
16h30
Départ de la Place Laurentienne

29 JANVIER
OLYMBIÈRE
20h00
Crocodile
5414 Gatineau

Consultation gratuite

Centre dentaire Ho et Bourgon

- *examen, nettoyage et prévention*
- *plombage, cosmétique dentaire*
- *blanchiment des dents*
- *traitement de canal*
- *extraction des dents de sagesse*

5174, Côte-des-Neiges #106
(514) 738-8931
Métro Côte-des-Neiges

"Nous prenons vos assurances, vous ne payez que la différence (appelez pour info)"

Nous acceptons les plans dentaires des universités

10 au 14 février 2003

LE COMITÉ UNIVERTCITÉ PRÉSENTE

La semaine de l'environnement

à l'Université de Montréal

Les informations sur la programmation seront disponibles dès le 28 janvier sur le site web du comité uniVERTcité (www.faecum.qc.ca/univertcite) ainsi qu'au comptoir multiservice de la FAÉCUM.
Pavillon 3200 Jean-Brillant, local B-1265
Tél. : (514) 343-6111, poste 5275 • www.faecum.qc.ca

Contrat d'exclusivité de Pepsi

ON FAÉCUM SI DE RIEN N'ÉTAIT

Après deux ans de procédures devant la Commission d'accès à l'information, le contrat d'exclusivité liant Pepsi à l'Université de Montréal, la FAÉCUM et l'AGEEFEP a enfin été rendu public la semaine dernière. Si l'entente contient de nombreuses clauses contraignantes, les révélations obtenues par le *Quartier Libre* soulèvent de nombreuses questions sur la position de la FAÉCUM dans ce dossier.

Frédéric LEGENDRE

Outre les clauses monétaires, on trouve dans le contrat d'exclusivité de nombreuses clauses d'une éthique discutable pour une fédération étudiante. On prévoit notamment la création d'un comité marketing sur lequel siègent la FAÉCUM, l'UdeM, l'AGEEFEP et Pepsi. Le rôle de ce comité est de *«développer des programmes* [promotionnels] *qui garantiront le bénéfice de toutes les parties en présence»*. Le contrat prévoit aussi que deux représentants au développement des affaires seront assignés à l'UdeM. Leur fonction est de *«développer au maximum le potentiel de ventes de la catégories de breuvages à l'UdeM»*, notamment *«en tirant le maximum des opportunités de ventes»* et *«en introduisant des initiatives efficaces de mises en marché et de marketing»*. De plus, il est formellement stipulé à l'annexe M du contrat qu'en ce qui a trait à l'Acti-Fonds Pepsi (fonds servant à financer des projets étudiants), *«un comité de quatre membres (deux représentants de la FAÉCUM, un représentant de l'AGEEFEP et un représentant de SGEPC* [Société du groupe d'embouteillage Pepsi (Canada)] *suscitera et analysera les demandes et attribuera les montants»*. C'est donc dire que Pepsi a droit de regard sur l'attribution de ces 230 000$ sur le campus.

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

IL AURA FALLU DEUX ANS DE TRAVAIL ACHARNÉ À DAVID PILON, CAROLINE DAWSON ET PIERRE-PHILIPPE LEFEBVRE POUR QUE SOIT ENFIN DÉVOILÉ LE CONTRAT D'EXCLUSIVITÉ.

Puis, à l'article 2.2 du contrat, la FAÉCUM et l'UdeM s'engagent *«à prendre tous les moyens nécessaires pour respecter le Volume minimum d'achats auprès de SGEPC»*. Enfin, le *Quartier Libre* a aussi appris que la FAÉCUM touche 67356 dollars des 500 000 dollars de redevances versées par Pepsi à l'UdeM à chaque année.

DU CONTRAT À LA RÉALITÉ

Lorsque questionné sur les affirmations faites par le Secrétaire général de la FAÉCUM, Nicolas Fournier, nie l'application de certaines clauses controversés. Interrogé sur la pertinence pour la FAÉCUM de siéger sur le comité marketing, Nicolas Fournier répond: *«Le fameux comité marketing, ça n'existe pas! Il est sur papier mais il ne s'est jamais réuni»*. Or, du côté de l'Université de Montréal et de Pepsi, on assure pourtant que le comité a bel et bien été mis sur pied. Réjean Duval, directeur des services auxiliaires de l'UdeM, confirme d'ailleurs que Pepsi, l'AGEEFEP et la FAÉCUM en font partie. M. Duval explique aussi que le rôle du comité est ni plus ni moins de *«voir si on s'aligne vers les attentes* [de ventes] *et comment des éléments pourraient être changés; par exemple, instaurer des gratuités, des tirages, des gratteux, etc.»* Monsieur Duval confirme aussi que cela est fait dans le but de hausser les ventes lorsqu'on ne s'aligne pas vers les attentes, ce qui est actuellement le cas. Michel Doyon, directeur régional de Pepsi, confirme de plus que c'est Pepsi qui a la décision finale dans ce comité. *«Mais si on voyait une opposition* [à un projet publicitaire]*, on ne le ferait pas»*, ajoute-t-il.

Le même problème se pose lorsque l'on aborde la question de l'attribution des bourses de l'Acti-fonds Pepsi. Nicolas Fournier certifie qu'*«ils* [les gens de Pepsi] *n'ont jamais eu un mot à dire* [sur l'attribution des fonds]*»*. Or, du côté de Pepsi, M. Doyon confirme que Pepsi a droit de regard sur les projets requièrant des fonds: *«Ce qu'on fait c'est de laisser la FAÉCUM nous présenter les projets. (…) Je ne pense pas qu'il y en ait eu un qui ait été refusé»*.

Finalement, c'est lorsque l'on aborde la question du financement de la FAÉCUM par les «Pepsidollars» que le Secrétaire général de la FAÉCUM est le plus catégorique: *«L'argent dévolu à la Fédération, on le reprend et on le redonne aux 19 cafés étudiants»*. Il affirme ensuite que *«l'achat de l'exclusivité, c'est l'Université qui le garde. Les 500 000 dollars par année versés actuellement vont à l'Université, c'est l'argent de l'Université»*. Devant l'insistance du *Quartier Libre*, il réplique enfin: *«On touche une part, oui, mais ça ne rentre pas dans nos budgets»*! Or, lors d'un entretien téléphonique, Jonathan Harvey, Coordonnateur aux finances et services de la FAÉCUM, a confirmé que des 500 000 dollars de redevances annuelles actuellement versées par Pepsi, 418 000 dollars vont à l'Université de Montréal, 67 356 dollars vont à la FAÉCUM et le reste va à l'AGEEFEP. Enfin, sur les 67 356 dollars reçus par la FAÉCUM, Jonathan Harvey affirme que 43 781 dollars vont effectivement aux cafés-étudiants, mais que le reste, soit 23 575 dollars, se retrouve bel et bien dans le budget de la FAÉCUM!

ET MAINTENANT?

À la suite à ces nouveaux faits, les trois étudiants qui ont porté la cause devant la Commission d'accès à l'information, Caroline Dawson, David Pilon et Pierre-Philippe Lefebvre, affirment que toute cette affaire *«ramène le questionnement sur la légitimité de la FAÉCUM, qui devra maintenant répondre aux questions»*. Ils ajoutent que les dirigeants de la FAÉCUM devront répondre ou démissionner. David Pilon est catégorique: *«Ils devraient démissionner, mais je pense qu'ils s'en sacrent tellement que ça ne changera rien»*.

À l'heure où Pepsi refuse de payer ses redevances, les associations étudiantes demanderont des éclaircissements à la FAÉCUM au cours des prochaines semaines et certaines associations n'écartent pas la possibilité d'exiger des démissions si elles n'obtiennent pas les réponses à leurs interrogations.

fredericlegendre@yahoo.ca

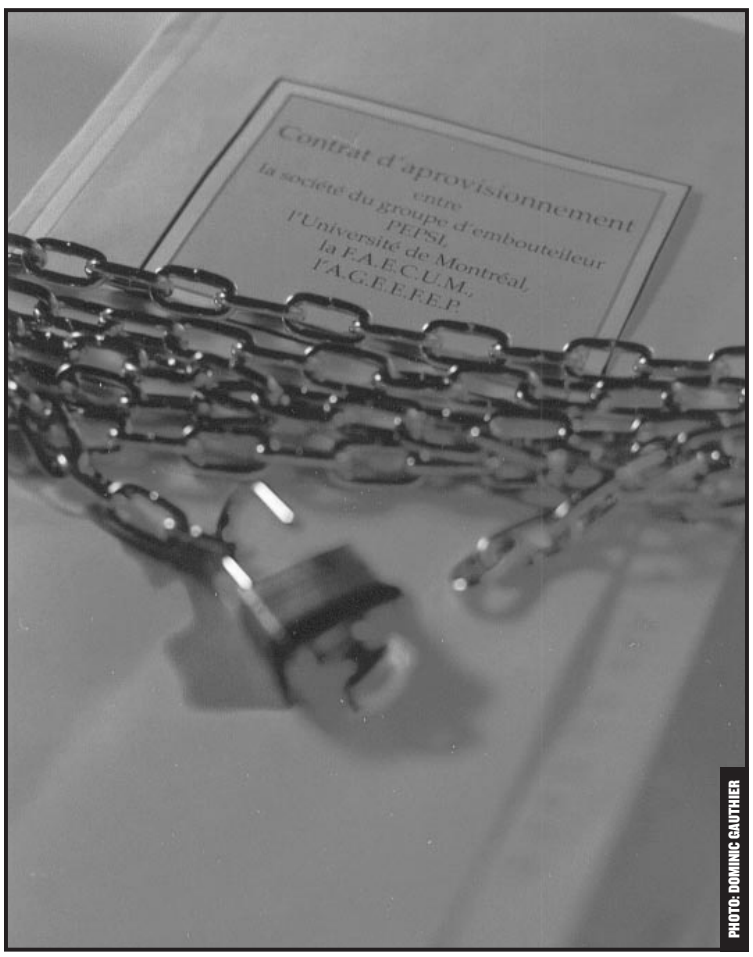


PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

LE DÉVOILEMENT DE L'ENTENTE PERMET DE RELANCER LE DÉBAT SUR L'AFFAIRE PEPSI.

L'ENTENTE EN BREF:

DURÉE:

L'entente est d'une durée de dix ans, soit du 1er juillet 1999 au 30 juin 2009. Elle comprend un Volume minimum d'achats de 820 000 caisses de produits pour les dix années du contrat, chaque caisse comptant 24 contenants de 600 ml. Si le Volume d'achat n'est pas atteint au 30 juin 2009, le contrat se prolonge automatiquement de 36 mois ou jusqu'au jour où le volume minimum d'achats est atteint (la plus rapprochée des deux dates).

MONTANTS VERSÉS PAR PEPSI:

- Seulement 6 444 000 dollars versés en redevances à l'UdeM pour les dix années couvertes par le contrat d'exclusivité;
- 1 150 000 dollars dépensés par Pepsi en salaires pour employer des étudiants de l'UdeM;
- 736 000 dollars versés dans divers programmes pour les étudiants;
- 230 000 dollars en bourses d'études;
- 222 000 dollars investis dans le CEPSUM;
- 30 % des revenus nets des distributrices du campus versés à l'UdeM.

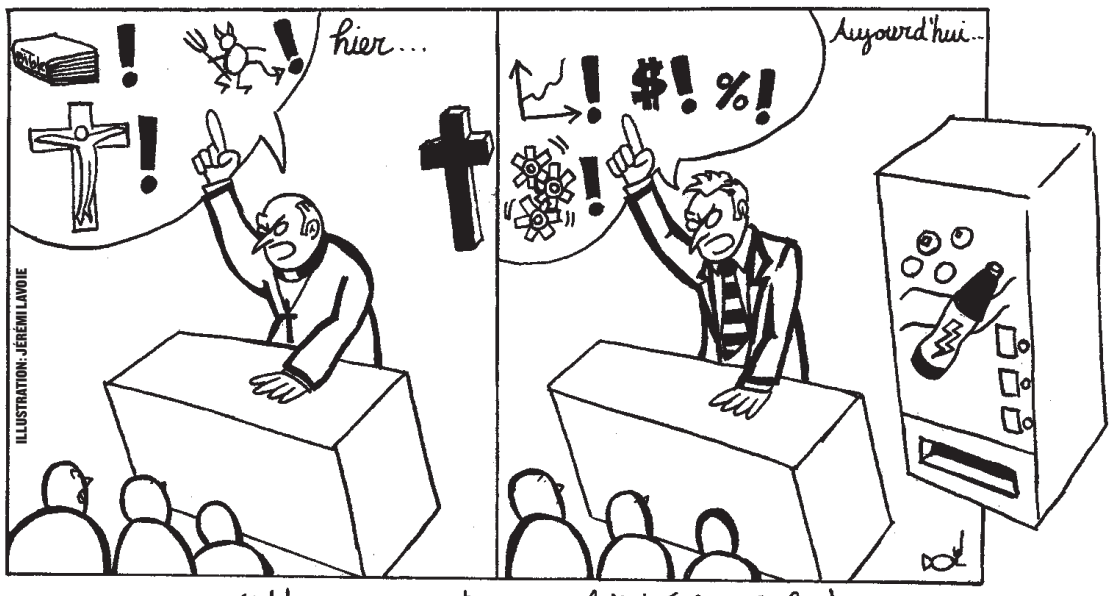
POUR FAIRE PLAISIR À L'UdeM

Frédéric LEGENDRE

Lorsque la FAÉCUM est entrée dans le jeu des négociations, en 1998, elle courtisait à la fois Pepsi et Coke dans le but d'avoir la meilleure offre possible. Le Secrétaire général de la Fédération à l'époque, Patrick Lebel, confirme que la FAÉCUM exigeait au départ que les redevances versées à l'UdeM soient investies dans l'achat de livres et d'ordinateurs ainsi que dans l'embauche de nouveaux professeurs. Or, si Patrick Lebel prétend que la Fédération a eu une entente verbale avec l'UdeM à cet effet à la signature du contrat d'exclusivité, on le nie catégoriquement du côté de l'Université de Montréal. Une consultation des procès verbaux des Conseils centraux de la Fédération (CC) à l'époque permet d'ailleurs de constater que l'idée d'allouer ces sommes à la bibliothèque avait en fait été abandonnée plusieurs mois avant la fin des négociations.

De plus, alors que Patrick Lebel affirme qu'il n'y a eu aucune opposition au projet à l'époque et que le processus fut très transparent, les procès verbaux de l'époque attestent du contraire. Lors de la 332e séance du CC, tenue le 2 décembre 1998, le délégué de science politique affirme *«que le choix est fermé»*, et *«que le contrat est en mauvaise santé car la moralité de la chose est très critiquée»*. En outre, lors de la 335e séance du CC tenue le 24 février 1999, soit seulement cinq semaines avant que l'on ne recommande de ratifier l'entente, la déléguée d'orthophonie-audiologie se plaint du fait que *«peu de choses ont été détaillées relativement au contenu de l'entente»*.

Lors des séances 335 et 337 du CC, on peut réaliser à quel point la Fédération tient à éviter la confrontation avec l'Université! À la séance 335, on peut voir le Secrétaire général de la FAÉCUM, Patrick Lebel, affirmer: *«Si on signe, le côté positif est que l'on est en paix avec l'UdeM et l'avantage est la solidarité face aux autres intervenants. Par contre, le côté négatif est que c'est comme si on "plie" et le désavantage c'est que l'on perd de la crédibilité.»* À la même séance, il affirme plus tard que *«si la FAÉCUM ne signe pas, l'entente pourrait tomber, ce qui déplairait à l'UdeM»*. Lors de la séance 337, tenue le 31 mars 1999, séance où l'on a donné le mandat au Bureau exécutif de la FAÉCUM de ratifier l'entente Pepsi, on peut voir Patrick Lebel qui en rajoute encore. Il prétend alors que les inconvénients de ne pas signer l'entente sont *«la perte de deux millions de dollars en programmes et d'un million de dollars à la FAÉCUM en plus de se mettre à dos l'administration de l'UdeM pour dix ans»*.



«Heureusement, on a laïcisé les écoles!»

PRENEZ ET BUVEZ-EN TOUS!

La clause de Volume minimum d'achat est certainement la clause la plus discutée dans cette entente. *«Au rythme actuel, ça prendrait 27 ans pour atteindre le volume de vente* [les 820 000 caisses]», affirme Sylvain Charbonneau, directeur général pour le Québec de Pepsi. Les ventes étant présentement de 47% des volumes espérés, c'est donc dire qu'à moins d'un revirement aussi prononcé qu'improbable dans la consommation de breuvages de Pepsi à l'Université de Montréal, le contrat d'exclusivité sera prolongé de trois ans sans aucun dédommagement. Cela signifierait, pour chacune de ces trois années, des centaines de milliers de dollars en moins pour l'UdeM, des dizaines de milliers de dollars en moins pour la FAÉCUM et les cafés-étudiants ainsi que l'abolition de tous les programmes de bourses défrayés par Pepsi.

Si cette perspective n'est pas réjouissante, il est pour le moins paradoxal d'apprendre que ce volume d'achat n'a pas été exigé par Pepsi mais bel et bien proposé par l'UdeM. M. Charbonneau explique: *«Nous, nous avons été invités à soumissionner. Les volumes étaient dans les appels d'offre.»* Monsieur Charbonneau affirme que le recteur Robert Lacroix a fait parvenir à Pepsi une lettre dans laquelle il expose la volonté de l'UdeM de signer un contrat d'exclusivité avec une compagnie de boissons gazeuses. M. Charbonneau affirme même que le volume espéré *«était légèrement plus élevé»* sur l'appel d'offre de l'UdeM que sur le contrat finalement signé. *«Ça nous semblait élevé mais comme ça n'incluait pas que le Pepsi mais une vaste gamme de produits – Pepsi, 7-Up, Crush, Moutain Dew, jus Allen's et Ocean Spray, eau Aquafina, etc. –, on n'avait pas vraiment de point de comparaison»*, précise-t-il. Finalement, M. Charbonneau estime que l'image de Pepsi a été ternie par le battage médiatique qui a entouré la divulgation du contrat a été divulgué et confirme que c'est le faible volume vendu qui a poussé Pepsi à ne plus payer ses redevances et à demander à l'UdeM de renégocier certaines clauses du contrat.

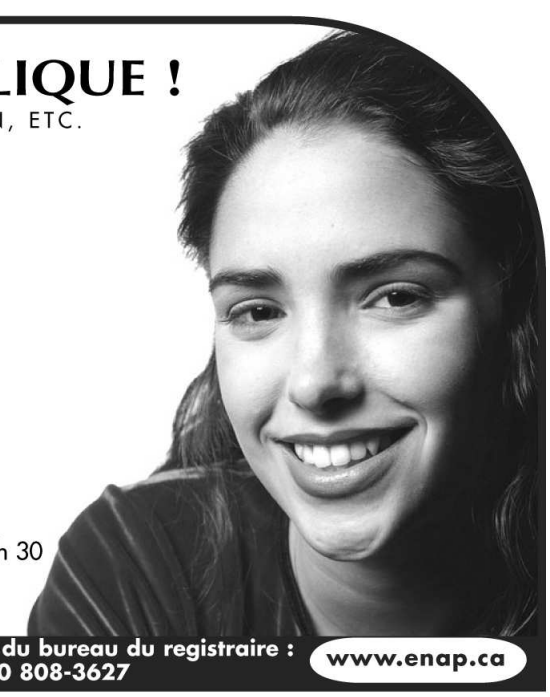
Quartier Libre

Ne manquez pas la suite de notre dossier consacré au dossier Pepsi dans le prochain numéro du Quartier Libre à paraître le 12 février prochain.

DISTRIBUTRICES MUR À MUR

Alors que le contrat prévoyait un nombre de distributrices variant entre 145 et 195, on confirme à la FAÉCUM, à l'UdeM et chez Pepsi que le nombre de distributrices sur le campus n'a jamais pu atteindre 145. Nicolas Fournier, Secrétaire général de la FAÉCUM affirme que *«Pepsi ne savait plus où les mettre!»*. Michel Doyon, directeur régional de Pepsi, affirme que *«le nombre de distributrices sur le campus est présentement de 132 mais on pourrait en avoir plus»*. Il explique qu'il y a déjà eu environ 140 distributrices sur le campus mais que certaines ne vendaient qu'une canette par jour, voire par semaine, alors elles ont été retirées. On explique aussi chez Pepsi que certaines *«opportunités de placement»* intéressantes, pour Pepsi comme pour les étudiants, au CEPSUM, n'ont pu être utilisées faute des facilités électriques nécessaires.

PLACE AUX JEUNES DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE !
BACHELIÈRES ET BACHELIERS EN SCIENCES SOCIALES, DROIT, SCIENCE POLITIQUE, ADMINISTRATION, ETC.
L'ENAP
VOUS OFFRE
UNE MAÎTRISE PROFESSIONNELLE
EN ADMINISTRATION PUBLIQUE
• FORMATION à des fonctions d'analystes ou de conseillers ;
• STAGE CRÉDITÉ ET RÉMUNÉRÉ d'envergure, dans les organisations du secteur public ;
• ENCADREMENT serré dans une école à dimension humaine ;
• milieu riche en CONTACTS PROFESSIONNELS.
DÉPÔT DE CANDIDATURES : 15 mars 2003
pour admission en septembre 2003
RENCONTRE D'INFORMATION : 11 février 2003 à 17 h 30
à l'ENAP-Montréal, 4750, avenue Henri-Julien, Montréal
Université du Québec
École nationale d'administration publique
Renseignez-vous auprès du bureau du registraire :
(514) 849-3449 ou 1 800 808-3627
www.enap.ca



La souris et le clavier déciment le scalpel

CADAVRE NUMÉRIQUE

En 1995, un dernier coup de scalpel séparait les tissus d'un cadavre inconnu. La dissection humaine disparaissait alors de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal. La morgue fut démolie, les cadavres, remballés et remplacés par des promesses de dissection virtuelle à la fine pointe de la technologie.

Samuel AUGER

Sept ans plus tard, l'innovation informatique ne semble pas avoir tenu ses promesses. Des groupes étudiants se mobilisent pour ramener la dissection traditionnelle dans l'enseignement de l'anatomie, dont l'association de physiothérapie-ergothérapie. Son représentant à l'externe, Pierre-Luc Lévesque, souligne que les logiciels dorénavant utilisés dans les cours d'anatomie ne sont pas à la hauteur : « *un des logiciels n'est qu'une version informatique d'un atlas déjà acheté par les étudiants. Certains ne contiennent pas d'images en 3D, de couleurs ou de textures. La véritable dissection virtuelle suscitait de gros espoirs en 1995, mais elle s'est avérée très coûteuse et elle n'est implantée qu'à quelques endroits dans le monde*». Questionné sur l'apport de ces nouveaux travaux pratiques à leur formation, il répond que «*cela n'ajoute rien aux cours théoriques, nos cours pratiques ne sont plus que des cours théoriques donnés dans des laboratoires*».

Bien que le corps demeure initialement gratuit, il n'en coûte pas moins de 3000 $ pour l'entretenir.

PHOTO: CLARISSE SÉRIGNAT

HORMIS LE MANQUE DE FORMATION QUE DÉNONCENT LES ÉTUDIANTES DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE, IL MANQUE AUSSI LA MATIÈRE CONCRÈTE À ANALYSER

COÛTS EXORBITANTS

Alors que l'Université de Montréal a choisi de sabrer dans les budgets, certaines universités maintiennent cette activité, comme c'est le cas pour l'Université Laval. Le directeur du département d'anatomie et responsable des dissections, Louis Larochelle, admet qu' «*après la décision en 1995 de l'UdeM, nous avons sérieusement songé à abolir les dissections pour des raisons de coûts. C'est à la suite de la pression unanime des étudiants que nous les avons maintenues, quoique que nous avons diminué leur importance. Le cours de dissection est maintenant optionnel, mais près du quart des étudiants s'y inscrivent.*»

Une demande qui nécessite environ 28 corps par année, qu'ils proviennent de dons ou encore qu'ils soient non réclamés. Dans tous les cas, la Faculté assume tous les frais: transport du corps, embaumement, personnel de la morgue et même l'enterrement au cimetière du cadavre. Bien que le corps demeure initialement gratuit, il n'en coûte pas moins de 3 000 $ pour l'entretenir.

EN MANQUE DE CADAVRES?

Les considérations financières ne sont pas le seul obstacle. À l'échelle mondiale, on observe une baisse de l'offre de cadavres. D'une part, les gens ne donnent plus autant leur corps aux scientifiques. D'autre part, le nombre de corps non réclamés est en baisse. Comme l'indique Louis Larochelle, «*heureusement, les mesures sociales de nos gouvernements assurent à tous, pauvres et sans-abri, un montant minimal de 2500 $ qui permet à un proche de faire enterrer un cadavre aux frais de l'État. D'un autre côté, cela diminue grandement l'offre de corps pour nos laboratoires*».

Le problème ne semble pas faire consensus dans le réseau universitaire québécois. À l'Université de Sherbrooke, la dissection n'a jamais fait partie d'aucun cours. Selon le vice-doyen de la Faculté de médecine, Paul Grand-Maison, «*quelques étudiants se plaignent ici et là, mais ce n'est pas considéré comme un problème d'aucune façon. En quarante ans, il n'y en a jamais eu et il n'y en aura jamais*». À ce sujet, il ajoute que les associations des facultés de médecine canadienne et américaine soutiennent ce point de vue et ne voient pas la nécessité d'offrir aux étudiants de telles ressources pédagogiques.

LE JEU DE LA NÉGOCIATION

L'abolition de la dissection dans les cours d'anatomie n'a pas soulevé de tollé chez les étudiants en médecine de l'UdeM, mais cela découle du fait qu'elle coïncidait avec l'arrivée de la nouvelle méthode d'enseignement APP: apprentissage par problèmes. Ces APP, qui font désormais la renommée de la Faculté, favorisent de très petits groupes, ce qui entraîne des coûts supplémentaires liés aux locaux et aux professeurs. Selon Pierre-Luc Lévesque, la dissection aurait été ciblée pour combler le trou budgétaire causé par les APP.

Les demandes de réinsertion de la dissection dans les cours d'anatomie proviennent de plusieurs départements, dont celui de biologie et de pathologie cellulaire. Son directeur, Jean-Gilles Latour, reconnaît «*qu'il y a des besoins ponctuels où la dissection serait très profitable aux étudiants*». Selon lui, l'augmentation de la durée des études en médecine aurait amené à reconsidérer la légitimité de la dissection. Il ajoute que «*l'enseignement de l'anatomie n'est plus ce qu'il était. On se rend compte que les étudiants ne peuvent mémoriser tant de connaissances. L'anatomie est de moins en moins descriptive et de plus en plus fonctionnelle dans son approche*».

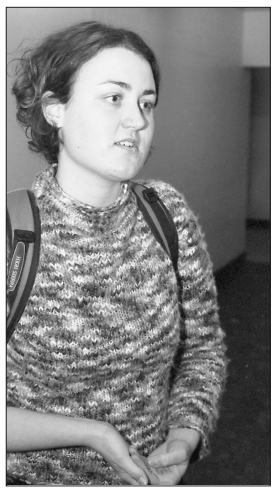
VOX POPULI

Possible fermeture de la faculté de médecine de l'Université de Montréal

ÉTUDIANTS DE PREMIÈRE ANNÉE

ÉLIANE GIGUÈRE

«Ça m'inquiète beaucoup. J'ai peine à trouver la motivation pour poursuivre ma formation. J'espère sincèrement un retour à la normale, car, nous les étudiants,on se retrouve pris en sandwich dans cette dispute »



CAROLINE DICAIRE

«Je crois qu'un moyen de pression comme l'arrêt d'enseignement de la part des médecins spécialistes ne consiste pas en un bon moyen d'avancer les négociations. Je trouve cette démarche bizarre au plan éthique.»

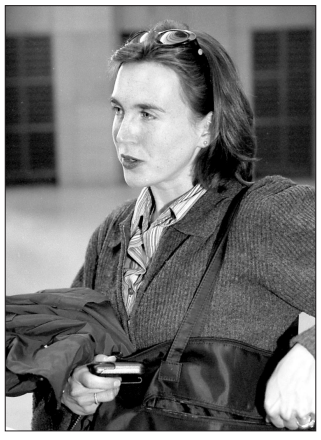
SANDRA JEANNOT

«Je trouve le contexte dans lequel nous sommes plongés démotivant. L'apprentissage par problème en petits groupes de huit nous permet de voir par étapes le déroulement d'une opération. Dans un groupe de 200, c'est facile de prendre un mauvais pli difficile à corriger.»

ÉTUDIANTS DE DEUXIÈME ANNÉE

ARIANE MURRAY

«Je suis titulaire d'un baccalauréat et je me dirige vers la médecine obstétrique. Si la faculté ferme, c'est une année scolaire qu'on perd. Je m'inquiète non seulement pour les cours que l'on perd, mais pour la perte de financement en prêts et bourses que cela nous causerait.»



ELSA LEBLANC

«Je suis omnipraticienne et je suis tutrice auprès d'étudiants. Une fermeture comme celle-là causerait un trou, cela retarderait l'internat».

ISABELLE LÉVESQUE

«Je suis étudiante de deuxième année, me dirigeant vers la gynécologie. Personnellement, ça m'inquiète, parce qu'on est pris en otage dans ce conflit-là. On n'est pas aux négociations. On essaie de s'impliquer mais ce n'est pas possible.»

Propos recueillis par Marième Paradis et Alexandre Benoit
Photos : Dominic Gauthier

DE LA CONCEPTION À L'IMPRESSION

ZIRVAL DESIGN

IMPRIMERIE ET INFOGRAPHIE

514-525-3781

TOUJOURS 2 POUR 1 LIVRAISON GRATUITE

double pizza®

SPÉCIAUX POUR ETUDIANTS 10% SUR $ 50 ET PLUS

343-0-343

5002 Queen Mary

À la recherche d'un emploi?

Service de placement gratuit
- Consultation d'emploi
- Rédaction de c.v.
- Événement de prise de contacts

Doit rencontrer les exigences d'admissibilités

TEMPS PLEIN, TEMPS PARTIEL, EMPLOI SAISONNIER ET STAGES DANS TOUTES DISCIPLINES

Venez voir notre site Web!
www.contactpromontreal.org
Répertoire des emplois et profils des candidats
Téléphone : 514-345-2640
Télécopieur: 514-345-2648
info@contactpromontreal.org

contact PROMONTREAL

FÉDÉRATION CJA

Le Fureteur en bref'

GUIDE DES ATELIERS ET SERVICES DE L'UdeM

Culture

Concours interuniversitaire de photographie

1 500 $ en prix et mentions
Thème : Mosaïque
Concours ouvert à tous les étudiants, y compris ceux à temps partiel et en rédaction.
Date limite de remise des photos : 21 février 2003
Formulaire d'inscription disponible au Service des activités culturelles.

INFO-CULTURE : (514) **343.6524**

Santé

Concours de recettes santé

10e édition

3 000 $ en prix à gagner !
C'est facile de participer, pas besoin d'être un grand chef ! Soumettre une ou jusqu'à cinq recettes santé et faciles à préparer pour remporter l'un des onze prix. Se procurer le dépliant distribué dans les présentoirs des signets-nutrition ou dans les cafés étudiants.
Date limite : 28 février 2003

Qu'est-ce qu'une recette santé ? Rendez-vous au stand des diététistes / nutritionnistes entre 11 h et 13 h 30

4 février, Pavillon Principal, escaliers mobiles
5 février, Cepsum
6 février, Pavillon Marie-Victorin, hall d'entrée
11 février, Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, 2e étage

À propos de l'anorexie et de la boulimie

5 février
Journée de sensibilisation aux troubles de comportements alimentaires. En collaboration avec l'Association québécoise d'aide aux personnes souffrant d'anorexie nerveuse et de boulimie (ANEB).

11 h à 13 h, Pavillon Marie-Victorin

INFO-NUTRITION : (514) **343.6111**, poste **1770**

Emploi

Ateliers de recherche d'emploi

Le curriculum vitæ : emploi à l'international
29 janv., 13 h 45 à 16 h

Préparation à l'entrevue
30 janv., 13 h 45 à 16 h

GRATUIT

Rédiger son curriculum vitæ et sa lettre de présentation
5 févr., 13 h 45 à 16 h

INSCRIPTION OBLIGATOIRE : (514) **343.6736**

Counseling

Semaine de la Saint-Valentin

L'amour : un peu, beaucoup, passionnément!
L'occasion de réfléchir à l'amour et aux relations amoureuses!
Stratégies pour entretenir sa relation de couple et, pour les célibataires, pour favoriser les rencontres et bien vivre son célibat.
Stand d'information – de 11 h à 13 h
10 février, Pavillon Marie-Victorin
11 février, Pavillon 3200, rue Jean-Brillant

Ateliers du SOCP

Métier : étudiant
Gratuit pour les étudiants / Aucune inscription
Mémorisation : 28 ou 30 janvier
Préparation et passation des examens : 4 ou 6 février
Gestion du stress : 11 ou 13 février
Les mardis de 17 h 30 à 18 h 45
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, salle B-4275
ou les jeudis de 11 h 30 à 12 h 45
Pav. Marie-Victorin, salle D-544

À la découverte de soi avec l'Ennéagramme
Mer. 29 janv., 18 h à 20 h. Gratuit / Inscription avant le 27 janv.
Pav. 3200, Jean-Brillant, salle B-4340

Études ou travail à l'étranger : comment s'y préparer?
Jeu. 30 janv., 16 h à 18 h 30. Gratuit / Aucune inscription
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, salle B-4285

Votre style d'apprentissage : des stratégies à votre mesure
Jeu. 30 janv., 16 h 30 à 18 h 30. Gratuit / Inscription avant le 27 janv.
Pav. Marie-Victorin, salle B-442

Trop souvent dans la lune ?
Mar. 4 févr., 16 h à 18 h. Gratuit / Inscription avant le 30 janv.
Pav. 2101, boul. Édouard-Montpetit, salle 013-3

Les relations de couple
Mer. 5 et 12 févr., 19 h à 21 h 30. Étudiants : 25 $ par personne / Inscription avant le 30 janv.
Pav. Marguerite-d'Youville, salle 1063

Personnalité et projets de carrière
Jeu. 6 févr., 18 h à 20 h. Gratuit / Inscription avant le 3 févr.
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, salle B-4340

Le marché du travail : mieux le connaître
Lun. 10 févr. 16 h 30 à 18 h. Gratuit / Inscription avant le 5 févr.
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, salle B-4245

Confiance en soi
Lun. 10 et 17 févr., 19 h à 21 h 30
Étudiants : 25 $ / Inscription avant le 5 févr.
Pav. 2101, boul. Édouard-Montpetit, salle 013-3

Les carrières du multimédia
Mar. 11 févr., 18 h à 20 h. Gratuit / Inscription avant le 7 févr.
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, salle B-4310

Un outil efficace de prise de décision : le *mind-mapping*
Mar. 11 févr., 18 h à 20 h. Gratuit / Inscription avant le 10 févr.
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, salle B-4340

Exposés oraux
Mar. 11, 18 et 25 févr., 16 h à 18 h 30
Étudiants : 30 $ / Inscription avant le 7 févr.
Pav. 2101, boul. Édouard-Montpetit, salle 013-3

INSCRIPTION : (514) **343.6853**

Entraide

Semaine interculturelle

Le dialogue interculturel : un moyen de se dire qu'on est pareil

3 au 7 février

Dans le cadre de sa 13e édition, la Semaine interculturelle mise sur le dialogue pour dénoncer l'intolérance et provoquer l'échange. Symbole d'égalité et moyen de souligner la différence sans confrontation, il permet de partager sa culture tout en découvrant celle des autres. Vous êtes tous invités à participer à un dialogue interculturel à l'occasion d'un festival culturel artistique et lors de conférences, de tables rondes et de soirées cinématographiques qui susciteront la réflexion et la discussion.

Foire aux kiosques du 3 au 7 février de 10 h à 14 h
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, 2e étage

Semaine québécoise de prévention du suicide

Conférence de la Table de prévention du suicide
Changements sociaux, fragilité de l'identité masculine et suicide des jeunes hommes au Québec, prononcée par Jean Carron.

12 février, à 19 h 30, Pavillon Marie-Victorin, local D-427

Ressources

Changez de cour d'école!

L'architecture à Venise, la chimie à Paris, l'anthropologie à Mexico.
Séance d'information générale
30 janvier, 13 h 45 à 14 h 30

« Comment préparer sa demande de participation à un programme d'échange étudiant? »
Séances d'information en février :
le mardi, 12 h à 12 h 45 et le jeudi, 13 h 45 à 14 h 30

Maison internationale
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-deSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, local A-0300

Départ à l'automne 2003 et à l'hiver 2004
Date limite pour la remise d'un dossier : 28 février 2003

Info-ÉCHANGES : (514) **343.6111**, poste **5366**

Services aux étudiants

Service des activités culturelles [SAC]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, bureau C-2524
(514) **343.6524**
www.sac.umontreal.ca

Service d'orientation et de consultation psychologique [SOCP]
2101, boul. Édouard-Montpetit, 3e étage
Consultation psychologique, orientation et ateliers : (514) **343.6853**
Information scolaire et professionnelle : (514) **343.7890**
www.socp.umontreal.ca

Service de santé
2101, boul. Édouard-Montpetit
(514) **343.6452**
www.sante.umontreal.ca

Service d'action humanitaire et communautaire [Service d'AHC]
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, local B-2253
(514) **343.7896**
www.serdahc.umontreal.ca

Service universitaire de l'emploi [SUE]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, local A-0304
(514) **343.6736**
www.emploi.umontreal.ca

Services socio-économiques [SSE]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit
- Bureau de l'aide financière : Local A-4302 (514) **343.6145** (messagerie vocale) www.baf.umontreal.ca
- Bureau des étudiants handicapés : Local C-351 (514) **343.7928** ou (514) **343.7013** www.ciph.umontreal.ca
- Bureau du logement hors campus : Local B-3429 (514) **343.6533** www.logement.umontreal.ca
- Bureau des étudiants internationaux : Local C-351 (514) **343.6935** www.bei.umontreal.ca
  Maison internationale : Local A-0300 (514) **343.6111**, poste **5366** www.bei.umontreal.ca/maison internationale

Université de Montréal

Projet de fédération étudiante à l'UQAM

LEVÉE DE BOUCLIERS

Le référendum sur la création d'une nouvelle organisation regroupant tous les étudiants de l'Université, prévu du 5 février au 15 mars prochain, suscite déjà la grogne chez six des sept associations facultaires. La réponse sera significative.

Caroline TOUZIN (Montréal Campus)

(PUIQ) - L'affichage massif de publicités pour l'Union des forces étudiantes de l'UQAM dès la première journée de cours a fait bondir toutes les associations facultaires. Toutes sauf une, l'Association des étudiantes et étudiants du secteur de l'éducation (ADEESE) qui a initié le mouvement. En fait, son président Éric Edström ressort des boules à mites son projet d'unir les 38 000 étudiants de l'UQAM sous une même bannière. À son initiative, le plus gros référendum de l'histoire de l'Université se tiendra du 5 février au 15 mars prochain. La riposte n'a pas tardé. Cinq des six associations dissidentes ont décidé d'organiser leur propre référendum pour se faire reconnaître elles aussi auprès du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ).

«C'est une paire de gifles qu'on nous envoie. Un groupuscule d'étudiants fait un projet pour unir tous les étudiants sans avoir la courtoisie d'avertir ses différents représentants, sous prétexte que notre position est connue d'avance», s'insurge le président de l'Association des étudiants(es) de l'École des sciences de la gestion (AEESG), Patrice N'Gouandi. Éric Edström s'en défend. *«À cause du climat instable dans les associations de la faculté, notamment en sciences humaines, on préférait consulter la masse directement.»*

Les différentes associations ne digèrent pas d'avoir été tenues à l'écart du projet, avant que l'affichage pro-Union ait débuté. *«L'objectif de l'Union est de bâillonner et de faire tomber les associations facultaires»,* prétend le président de l'Association facultaire étudiante des lettres, langues et communications (AFELLC), Patrice Houle. *«Des groupes à l'extérieur de l'UQAM, comme la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), étaient au courant du référendum avant nous. Encore pire, la FEUQ disait que c'était un bon projet.»,* renchérit Jean Prud'homme, son homologue de science politique et de droit (AFESPED). Le vice-président aux affaires institutionnelles de l'ADEESE, Patrick Charland se justifie. *«La FEUQ n'est pas impliquée, même si elle a avantage à ce que l'Union se fasse.»* Pour prouver ses dires, il ajoute que l'organisation ne financera pas le processus référendaire.

> «Il ne faut pas créer une machine à sous loin de ses membres comme la FAECUM (Université de Montréal) ou la CADEUL (Université Laval)

Un ancien exécutant de l'AGEsshalc, qui refuse d'être identifié, soupçonne néanmoins un conflit d'intérêt impliquant Philippe Boucher, un employé de la FEUQ. Jusqu'à tout récemment, ce salarié du syndicat étudiant provincial était aussi membre du conseil d'administration provisoire du projet de l'Union, ce que confirme Patrick Charland.

UNION AUTREMENT

Tous les représentants étudiants interrogés approuvent l'idée d'une association unitaire pour renforcer leur pouvoir au sein de l'Université. Ils prônent cependant une toute autre façon d'y arriver. *«La solution, c'est de donner plus de poids à l'intersectorielle* [la table de concertation des associations de facultés]*»,* affirme le président de l'Association étudiante du secteur des sciences, Sami Bouallegue. Il propose que cette instance de consultation devienne décisionnelle. Pour lui, son esprit «familial» qui n'implique aucun coût supplémentaire est primordial. C'est justement lors de la dernière rencontre intersectorielle, le 22 janvier dernier, que l'Union a finalement été présentée aux différents présidents d'associations facultaires. Néanmoins, ceux-ci ne semblent toujours pas convaincus.

«Il ne faut pas créer une machine à sous loin de ses membres comme la FAECUM (Université de Montréal) ou la CADEUL (Université Laval)», soutient Sami Bouallegue. Patrice Houle trouve quant à lui inconcevable d'exiger plus d'argent de la part d'étudiants qui se plaignent déjà de payer cher pour leur syndicat de facultés. Éric Edström propose une solution. *«Si les* [associations] *facultaires n'ont plus à faire de représentations auprès de l'UQAM, ça pourrait entraîner une baisse de leur cotisation.»* Il évalue le montant de la cotisation à l'Union entre 3 $ et 8 $.

Bars étudiants

AU REVOIR LE LIVING, BONJOUR LE CROC

La FAÉCUM tente de se départir de sa participation de 15 % dans la propriété du Bar le Living qu'elle détenait depuis 1999 et de se porter acquéreur de l'édifice qui abrite le bar le Crocodile. La présence anémique des associations membres de la fédération, jumelée à la présence grandissante des étudiants des HEC-Montréal, qui exigeaient moins, ont convaincu les administrateurs de revoir à la baisse les ententes pour la tenue de partys étudiants .

Alexandre BENOIT

L'entente originale, signée lors de l'ouverture du bar en 1999, permettait à une association étudiante *«de vendre des shooters, des billets en pré-vente et d'encaisser une ristourne et de bénificier d'un prix avantageux pour l'achat de bière»*, explique Jean-Pierre Desrosiers, gérant du Living, depuis son ouverture. L'arrivée des 5 à 7 en 2000-2001 attirant une clientèle d'hommes d'affaires locaux a fait que la clientèle provenant des associations membres de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) n'a fait que décroître.

VA-ET-VIENT DE CLIENTÈLE

Un autre facteur déterminant, c'est la présence accrue depuis l'année dernière des étudiants de l'École des Hautes études commerciales, qui y tiennent des évènements *«de une à deux fois par semaine»*, affirme Jean-Pierre Desrosiers. Une clientèle qui a des exigences moindres que la FAÉCUM, lors de l'ouverture du bar, dont la seule présence a convaincu l'administration de réviser les règles en matière d'organisation d'évènements du genre. *«Une association membre peut toujours faire la vente de billets à l'avance, agir à titre de promoteur mais ne peut faire d'argent sur la vente d'alcool»*, explique Jonathan Harvey, coordonnateur aux finances et aux services et membre de la FAÉCUM au conseil d'administration du bar.

UNE PRÉSENCE EN CHUTE LIBRE

L'éloignement du bar, jumelé à la présence de débits d'alcool sur le campus n'a fait qu'accentuer la baisse d'engouement pour l'établissement du boulevard Saint-Laurent, *«qui offraient des conditions avantageuses pour les associations qui y organisaient leurs partys au départ, ce qui a créé un enthousiasme à l'ouverture»*, raconte Philippe Jacques, coordonnateur aux finances à la FAÉCUM, lors de l'ouverture du Living en 1999.

L'ENVIE D'INVESTIR AILLEURS

Cette désaffection est jumelée à une autre ambition: la volonté de la FAÉCUM de se porter acquéreur de l'édifice qui abrite le bar le Crocodile, à l'angle Lacombe et Decelles. Le commerce est administré dans un édifice dont le bail est expiré depuis un an. L'édifice, selon Jonathan Harvey, *«serait sur le point d'être vendu, et la FAÉCUM craint qu'il perde sa vocation de bar»*.

Dans l'affirmative, il s'agira du quatrième emplacement où la FAÉCUM aura des intérêts. À titre comparatif, dans la gestion de l'immobilier des emplacements précédents, le premier site qui abritait le Clandestin, le rez-de-chaussée du pavillon J-A De Sève, coûtait en loyer mensuel un montant de 4 125 $ par mois, lors de la faillite de 1996. Lors de la fermeture du Clandestin-deuxième époque, en 1999, après seulement six mois d'opération, la FAÉCUM devait débourser un loyer mensuel de 14 600 $.

Vols sur le campus de l'Université

17 000 $ VOLÉS EN MOINS DE DEUX MOIS

Les cafés de médecine et de chimie ont été soulagés respectivement de 9 000 et 8 000 $ depuis le 28 novembre. L'argent a été volé à même les montants encaissés durant la journée et le contenu du coffre contenant les recettes des journées précédentes.

Alexandre BENOIT

Les vols les plus importants ont été perpétrés au Pavillon Principal le 28 novembre et dans la nuit du 18 janvier. Dans le premier cas, 8 000 $ ont été dérobés dans la caisse où étaient entreposés les profits du café de médecine, l'InterMed. Le même montant a été dérobé au café de chimie le Café Inn à la mi-janvier. Au café de médecine, il s'agissait du cinquième larcin commis dans la même journée, le jeudi. Le café n'était pas équipé d'un coffre-fort avec dispositif de sécurité pour entreposer l'argent. Dans tous les cas, les voleurs ont réussi à pénétrer à l'intérieur des locaux à l'aide d'un pied-de-biche.

La compagnie d'assurance couvrant le café de médecine lui a répondu qu'elle ne rembourserait que le quart des sommes volées. Pour l'heure, on s'affaire à équiper le café d'un dispositif de sécurité plus efficace. *«La seule amélioration dont on nous assure pour le moment, c'est l'installation d'un plus gros loquet à l'entrée du café»*, explique Geneviève Soucy, responsable du café InterMed.

Des démarches ont été entreprises pour que les commerces soient reliés au système d'alarme central de l'Université. Mais *«l'Université ne fait que commencer à bouger»*, commente Jonathan Harvey, coordonnateur aux finances et aux services à la FAÉCUM. Au Bureau de la sûreté de l'Université, on répond que *«la demande pour ce système est très grande. 250 prises de surveillance sont disponibles pour le moment et la priorité est donnée au guet du matériel académique»*, explique le directeur Marcel Descarts. Le Bureau de la sûreté prévoit l'ajout de 150 caméras supplémentaires pour satisfaire à la demande.

PHOTOS: DAVID CHAMPAGNE

LA RUE RÉCLAME LA PAIX

LE SAMEDI 18 JANVIER DERNIER, PLUS DE 25000 PERSONNES ONT MANIFESTÉ DANS LES RUES DU CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL POUR EXPRIMER LEUR OPPOSITION À L'AGRESSION QUE LES ÉTATS-UNIS PRÉPARENT CONTRE L'IRAK ET DEMANDER QUE LE GOUVERNEMENT CANADIEN S'OPPOSE FERMEMENT À TOUTE PARTICIPATION À UNE GUERRE CONTRE L'IRAK AUX CÔTÉS DES ÉTATS-UNIS.

IL EST À NOTER QU'ADVENANT LE DÉCLENCHEMENT D'UNE GUERRE, UNE MANIFESTATION D'URGENCE AURA LIEU LE SAMEDI SUIVANT À 13H00, ANGLE GUY ET DE MAISONNEUVE. TOUS LES DÉTAILS AU WWW.FIIQ.QC.CA

POUR DES RENSEIGNEMENTS SUR L'IMPACT DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES EN IRAK:
RÉSEAU CANADIEN POUR LA LEVÉE DES SANCTIONS CONTRE L'IRAK
HTTP://WWW.CANESI.ORG/FRAN/AGIR-FR.HTML

ANNONCE SPÉCIALE

Attention: Étudiants étrangers

FAITES APPLICATION POUR DEVENIR UN RÉSIDENT PERMANENT CANADIEN DÈS AUJOURD'HUI!

Êtes-vous ici avec un permis de séjour pour étudiant?
Voulez-vous transformer votre status à celui de Résident Permanent canadien?
Quelle que soit votre situation, nos professionels en immigration peuvent vous aider!

Appelez aujourd'hui pour une consultation GRATUITE et CONFIDENTIELLE.

514-733-2552

Résidence permanente - Parrainage (incluant les couples de même sexe) - Investisseurs - Citoyenneté - Permis de travail - Permis de séjour étudiants / visiteurs - Aides familiaux résidents - Réfugiés

CONSEIL D'IMMIGRATION CANADIEN
400, rue Saint-Jacques Ouest, Bureau 300, Montréal (Québec) H2Y 1S1
www.immigrationcouncil.com

Publicité sur les médicaments d'ordonnance

GOBER UNE VIE MEILLEURE

Quoique interdite par la loi canadienne sur les aliments et les drogues, la publicité sur les médicaments d'ordonnance est monnaie courante: Diane-35, Viagra, Alesse, Zyban, Marvelon. Selon l'avis de plusieurs professionnels de la santé, cette pratique constitue une sérieuse menace pour la santé publique.

Nancy BEAULIEU

Expert en pharmacovigilance à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, Pierre Biron s'insurge contre le phénomène de la publicité de médicaments d'ordonnance s'adressant directement au consommateur: *«la section des produits visés par la publicité ne traite pas de produits pour guérir de "vraies maladies", mais visent à améliorer l'apparence ou la performance physique ou sexuelle.»*

Effectivement, les principaux médicaments annoncés au Canada proposent des produits pharmaceutiques qui sont censés permettre de jouir de la vie. Ils vantent, directement ou indirectement, soit la beauté tels le Diane-35, Propecia (un produit contre la perte de cheveux) et l'Orlistat (un médicament contre l'obésité) ou la sexualité et le pouvoir de séduction tels Viagra et les contraceptifs oraux Alesse et Marvelon. *«Ce n'est pas comme si on faisait des campagnes pour amener les gens à se faire vacciner ou à porter le condom,* ajoute M.Biron*, puisque dans ces cas-là, on peut prévenir des maladies graves — comme le sida — qui représentent une menace réelle pour la santé publique.»*

Selon M. Biron, si les compagnies pharmaceutiques font la promotion de médicaments qui ne visent qu'à améliorer le «style de vie» des gens, c'est d'abord parce que ces produits leur permettent de rejoindre un public infiniment plus vaste que celui auquel s'adressent les médicaments qui traitent des maladies spécifiques, lequel est limité par le nombre de personnes qui en souffrent.

ALLERGIES AUX GENS?

«Imagine Being Allergic to People», c'est le slogan qu'a adopté la compagnie SmithKline Beecham's aux États-Unis pour promouvoir, auprès du public, un médicament pour traiter une maladie mentale rare qui empêche les gens d'interagir avec le monde extérieur. Mais, comme le mentionne le Dr Jœl Lexchin dans le *Journal de l'Association médicale canadienne* (mai 2001), ainsi suggéré, le médicament risque d'être demandé par des gens qui sont simplement timides, un trait de caractère normal, auquel les compagnies pharmaceutiques tentent de donner un sens pathologique.

De plus, la publicité visant directement les consommateurs *«entraîne une augmentation des coûts de santé»,* selon le Dr Biron. L'usage «cosmétique» ou inapproprié des médicaments fait en sorte que les gens viennent consulter les médecins seulement parce que c'est l'intermédiaire obligé pour obtenir une pilule qu'ils ont vue à la télévision. On utilise ainsi des ressources médicales qui ne sont alors plus disponibles pour traiter de véritables maladies, d'une part, et d'autre part, parce que les produits publicisés sont des produits chimiques qui peuvent entraîner des effets secondaires qui, s'ils ne sont pas mortels, nécessiteront alors des soins de santé.

D'ailleurs, comme le souligne Barbara Mintzes, chercheuse au Centre d'études sur les politiques en santé de l'Université de Colombie-Britannique: *«ce risque est d'autant plus présent que les compagnies pharmaceutiques publicisent presque toujours de nouveaux produits dont on ne connaît presque rien des effets secondaires à long terme. Elles agissent ainsi de façon à s'arroger la plus grande part du marché et à recouvrer les frais de recherche le plus rapidement possible.»* Or, ces produits ne sont pas nécessairement plus sécuritaires ou efficaces, mais habituellement plus chers. *«On ne devrait avoir l'autorisation de les prescrire que cinq ans après l'obtention du brevet»,* estime pour sa part M.Biron.

«Les compagnies pharmaceutiques contournent la loi fédérale sur les aliments et les drogues et Santé Canada ne prend pas les mesures nécessaires pour la faire respecer», affirme Mme Mintzes. La loi fédérale sur les aliments et les drogues stipule que la publicité destinée au grand public sur les médicaments prescrits ne doit porter que sur le nom, le prix et la quantité d'un médicament d'ordonnance et ce, dans l'esprit de la loi de 1978, de façon à permettre aux consommateurs de comparer les prix des produits offerts par les pharmaciens. Or, *«Santé Canada a depuis proposé — sans consultation publique ni débat — une nouvelle interprétation de la loi en proposant une distinction entre les activités à visées promotionnelles et les activités à visées éducatives»,* poursuit Mme Mintzes.

Santé Canada considère comme de la publicité légale les affiches qui mentionnent seulement le nom d'un médicament sans en préciser l'indication thérapeutique, et comme des activités légales, parce que jugées non-promotionnelles, les annonces qui, sans mentionner le nom d'un médicament spécifique, informent le public qu'il existe un traitement pour une affection donnée.

Selon Dr Biron, *«la loi canadienne est une loi hypocrite! Il n'y a pas de volonté politique pour contrer les pressions qu'exerce l'industrie pharmaceutique sur le gouvernement. La loi stipule que le texte ne doit pas être mensonger, mais les publicistes utilisent surtout des images publicitaires pour évoquer le problème que peut enrayer le médicament mentionné.»* De même, au Canada anglais, une publicité sur le Viagra fait allusion aux dysfonctions érectiles de la façon suivante : *«Good morning! Viagra. Call you're physician.»*

«La publicité ne fournit jamais une information objective, impartiale aux consommateurs pour qu'ils fassent les meilleurs choix de traitements. Croyez-vous qu'une compagnie qui vend des médicaments pour maigrir va acheter de la publicité pour vous dire que l'exercice et la bonne alimentation constituent encore les façons les plus efficaces et sécuritaires de traiter l'embonpoint ou l'hypertension?» questionne Mme Mintzes.

LA PUBLICITÉ ET LES VENTES AUX É.-U.

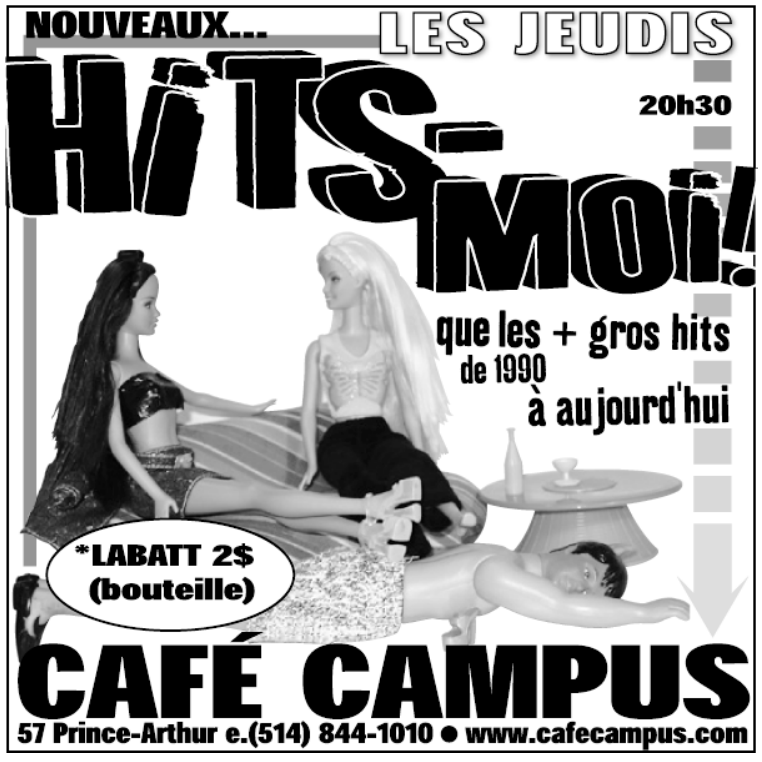
S'il demeure des restrictions sur la publicité directe qui peut être effectuée sur les produits d'ordonnance au Canada, voici les résultats de l'absence de restrictions aux États-Unis :

Ventes

Les ventes des 50 médicaments les plus publicisés auprès des consommateurs comptent à elles seules pour près de la moitié (48 %) de la valeur totale (20,8 milliards $US) de l'augmentation des ventes au détails des médicaments entre 1999 et 2000. L'augmentation des ventes des 9850 médicaments restant ont compté pour le reste.

Dépenses publicitaires

En 1999 seulement, près de 325 millions furent dépensés pour publiciser quatre médicaments visant à améliorer le «style de vie»: Propecia (calvitie), Viagra, Xenical (perte de poids) et Zyban (antidépresseur prescrit pour contrer le tabagisme).



JOSH FREUND, MEMBRE DE L'ÉQUIPE, EN COURSE DANS LA SÉRIE C.A.R.T.

LA CONQUÊTE DE L'INFINIMENT PETIT

La découverte et la maîtrise de l'infiniment petit pourraient receler d'immenses potentialités. C'est ce qu'explore au Québec le réseau de recherche NanoQuébec, spécialisé dans les nanotechnologies. Robert Sing, le directeur administratif de NanoQuébec, a révélé les enjeux de cette quête du nanomètre.

Propos recueillis par Christophe GUILLEMAUT

Quartier Libre : Que sont les nanotechnologies?

Robert Sing: Un nanomètre, c'est un milliardième de mètre (0.000000001m), c'est environ 100000 fois plus petit que le diamètre d'un cheveu humain. Pour donner un exemple: un nanomètre représente environ 10 atomes d'hydrogène collés en ligne les uns contre les autres. Lorsqu'on contrôle l'organisation de la matière à cette échelle-là, qui s'apparente à l'échelle des atomes et des molécules, on peut en faire ressortir des propriétés nouvelles, innovatrices et fort utiles.

Q.L.: Quelles sont les découvertes fondamentales qui ont lancé les nanotechnologies?

R.S.: En 1959, le prix Nobel Richard Feynman pensait qu'il était possible de contrôler l'organisation de la matière à l'échelle de l'atome et de la molécule afin de changer les propriétés des matériaux qu'ils constituent. Il a fallu un certain temps avant d'entrevoir qu'il était possible de réaliser cette prévision. Au cours des années 1980, des microscopes à sonde balayante ont été développés, dont notamment les microscopes à force atomique et les microscopes à effet tunnel, qui ont permis aux chercheurs de voir la matière au niveau de l'atome et de la molécule. Ces outils ont permis un essor significatif dans le domaine des nanotechnologies. Maintenant, ces appareils permettent également de manipuler des atomes individuellement.

Q.L.: Pouvez-vous nous parler de ce qu'est NanoQuébec, son histoire et ses objectifs?

R.S. : Il faut voir NanoQuébec comme un premier pas vers une stratégie québécoise de développement et de recherche en nanotechnologies dans l'objectif de retombées économiques pour la société québécoise. NanoQuébec a été fondé en 2001 par les principales universités et institutions de recherche du Québec : l'Université de Montréal, l'École Polytechnique, l'INRS énergie et matériaux, l'Université McGill, l'Université de Sherbrooke et l'Université Laval. NanoQuébec a reçu de la part de Valorisation Recherche Québec, une agence du gouvernement provincial, un financement de dix millions de dollars pour démarrer, organiser et consolider les activités de recherche en nanotechnologies au Québec.

Q.L.: Quels sont les pricipaux axes de recherche de NanoQuébec?

R.S.: À cause du vaste champ d'application des nanotechnologies, nous devons développer un ensemble de compétences les plus diversifiées possible afin de pouvoir répondre aux besoins de l'industrie. Dans ses projets de recherche, NanoQuébec a mis l'accent sur quatre thématiques? Les nanomatériaux, c'est-à-dire la production, la caractérisation et les applications des matériaux qui sont structurés à l'échelle du nanomètre. Je pense notamment aux nanotubes de carbone qui ont des propriétés de résistance mécanique absolument extraordinaires. Pour vous donner une idée, les fibres de nanotubes sont plus de 100 fois plus résistantes que l'acier et 40 fois plus résistantes que les fibres de carbone qui étaient pourtant reconnues comme les meilleures jusqu'à présent. Les fibres de nanotubes pourraient entrer dans la composition de matériaux composites pour des structures subissant de grosses contraintes mécaniques, comme des chassis, des carrosseries, des câbles, des charpentes, etc.

La nanoélectronique et la nanophotonique pour le stockage, le traitement et le transport de l'information. La nanoélectronique concerne par exemple l'électronique moléculaire où l'on utilise des molécules organiques comme composants électroniques pour atteindre une miniaturisation extrême des circuits. La nanophotonique concerne les fibres optiques qui transportent l'information sous forme de faisceaux lumineux. Actuellement, pour le transport et le traitement de l'information, nous utilisons des technologies combinant circuits électroniques et circuits optiques alors qu'avec la nanophotonique, nous pourrions passer à des circuits tout optiques beaucoup plus performants.

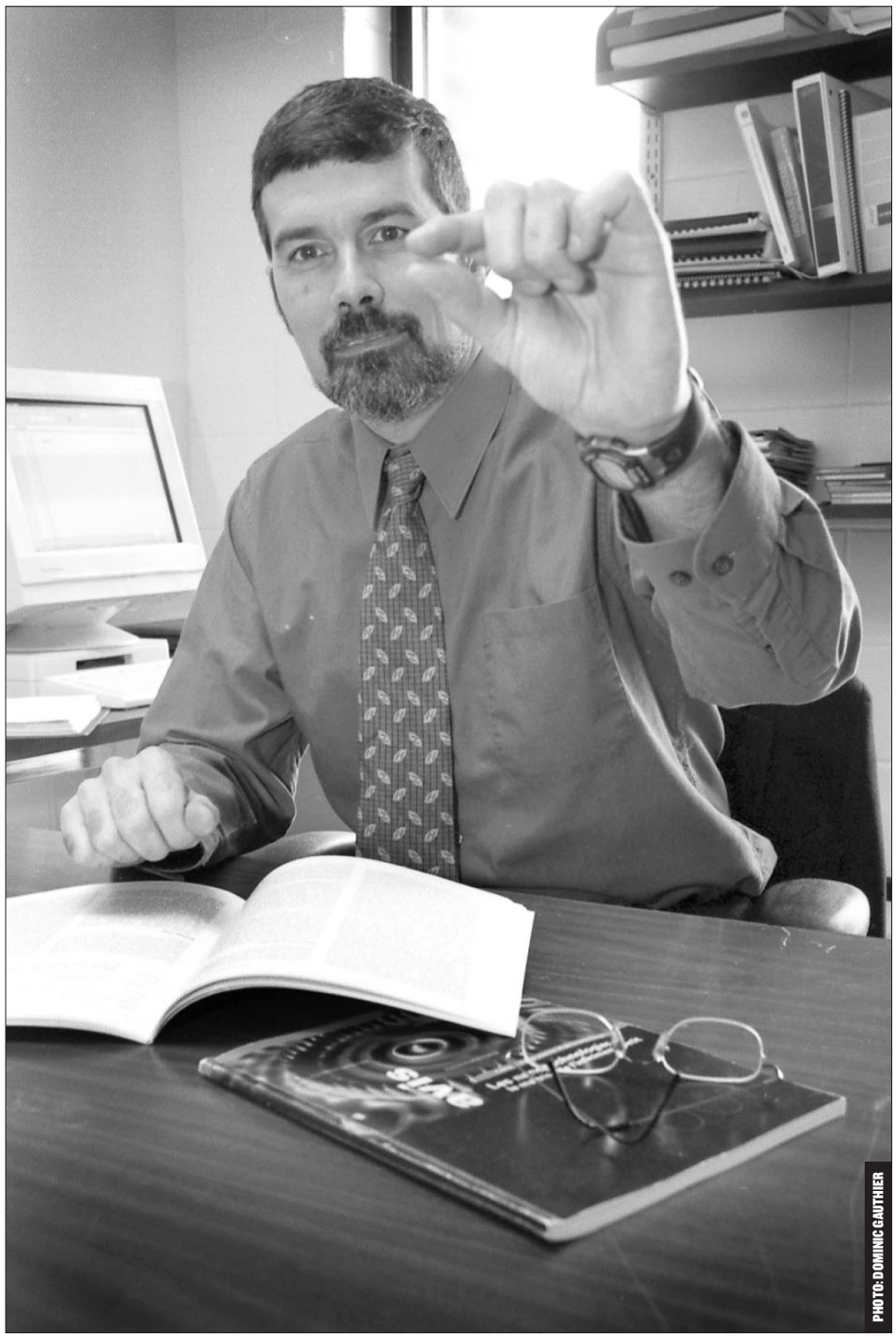


PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

Le potentiel de réaliser des choses merveilleuses est là, mais le potentiel d'utiliser ces choses merveilleuses à des fins néfastes est là aussi.

La nanobiologie et la nanopharmaceutique pour des applications dans les thérapies médicamenteuses, les prothèses et les diagnostics concernant les maladies génétiques. Nous cherchons par exemple à créer des médicaments sans effets secondaires en enfermant le principe actif dans une molécule qui ne le libèrera qu'en présence des cellules sur lesquelles il doit agir. Nous cherchons d'ailleurs à utiliser cette technologie pour les chimiothérapies anticancéreuses.

L'auto-assemblage qui permettrait notamment de révolutionner les techniques de fabrication des circuits électroniques en utilisant les propriétés nanoscopiques de la matière pour faire s'auto-organiser, s'auto-assembler les matériaux dans la structure du circuit que nous souhaitons.

Q.L.: Pensez-vous que des applications soient envisageables dans les cinq prochaines années?

R.S.: Il existe déjà des applications des nanotechnologies à l'heure actuelle. C'est grâce à l'utilisation de structures et de propriétés nanoscopiques que nous avons pu faire passer la capacité de stockage des disques durs du mégaoctet au gigaoctet dans les années 1990. Pour les cinq prochaines années, nous allons commencer à voir se développer des applications pour les matériaux, dans le domaine de la métallurgie. En biologie, nous allons voir apparaître de nouvelles techniques d'identification de l'ADN grâce aux senseurs qui permettront d'améliorer considérablement les diagnostics. Par contre, l'introduction de nouveaux médicaments risque de prendre un certain temps, étant donné la forte réglementation du milieu pharmaceutique. Pour ce qui est de l'électronique, je ne m'attends pas à voir de changement radical, car l'industrie du semi-conducteur a déjà développé les produits qui seront utilisés dans les cinq prochaines années. Je pense que l'âge d'or de la nanotechnologie viendra après. Par contre, il est clair que nous allons continuer à voir une croissance incroyable de la recherche dans ce domaine.

Q.L.: Malgré l'engouement international des scientifiques pour ce domaine, ne pouvons-nous pas envisager que les nanotechnologies puissent également représenter un danger?

R.S.: Les nanotechnologies vont avoir des conséquences économiques et sociales à long terme. Si elles peuvent apporter des solutions à des problèmes médicaux, des problèmes d'énergie ou de déchets, nous allons assister à des transformations de fond qui vont influencer la société. Il faut informer le public sur ce qui est réalisable et irréalisable dans les nanotechnologies. Le potentiel de réaliser des choses merveilleuses est là, mais le potentiel d'utiliser ces choses merveilleuses à des fins néfastes est là aussi. Il est vrai que l'on pourrait, par exemple, réaliser des armes chimiques de la même manière que les traitements anticancéreux dont je parlais tout à l'heure. Ceci dit, les armes de destruction massive existent maintenant depuis un certain temps et les nanotechnologies ne changeront pas grand chose aux capacités que l'on a déjà dans ce domaine.

Il faut être conscient des bienfaits de cette technologie pour pouvoir se demander sérieusement si nous pouvons nous en passer, compte tenu du risque de son utilisation pour des fins non pacifiques. C'est une réflexion de société qui ne s'applique pas uniquement aux nanotechnologies et qui doit se faire de façon informée.

Logements sociaux

ENCORE DES PROMESSES?

Le 1er novembre 2001, la ministre des Finances du Québec, Pauline Marois, annonçait le financement de 11 500 logements sociaux en cinq ans, dont 7600 logements qui devaient être construits en deux ans dans le cadre des programmes AccèsLogis et Logement abordable. À Montréal, 5000 logements devaient être construits les deux premières années, mais voici qu'à quelques mois de l'échéance de juillet 2003, la Ville de Montréal prévoit qu'elle aura terminé seulement 565 logements. Que s'est-il donc passé avec les 4035 autres logements sociaux attendus?

Emmanuella ST-DENIS

Selon un communiqué émis par le Front d'action populaire en réaménagement urbain, ce retard est en partie causé par la mauvaise évaluation des coûts par le gouvernement. *«Malgré les avertissements répétés de plusieurs organismes communautaires, le gouvernement avait entre autres largement sous-estimé les coûts de réalisation des logements dans le contexte de spéculation effrénée qui règne en ce moment sur le marché immobilier.»*

Le gouvernement du Québec a cependant annoncé, le 12 décembre dernier, des modifications au programme. La modification principale, comme l'indique François Saillant du FRAPRU est *«d'augmenter les montants de subventions gouvernementales accordés à Montréal et dans d'autres villes»*.

En effet, le gouvernement a annoncé qu'il investirait 600 millions de dollars à Montréal, dont 300 millions qui seraient consacrés aux logements sociaux. On peut toutefois noter qu'avec les 400 millions déjà investis, moins de 600 logements auront été construits et que 80 % des nouveaux logements sociaux seront de nouvelles constructions.

Aussi, le ralentissement de la construction serait dû à la nonchalance des villes, qui, même si elles le doivent, ne semblent pas pressées de faire quoi que ce soit. *«Avant la restructuration municipale, plusieurs villes refusaient carrément de participer financièrement aux logements sociaux offerts par le gouvernement québécois. C'était notamment le cas de Longueuil, de Laval et d'anciennes municipalités de l'île de Montréal. Même si la loi les oblige maintenant à contribuer à ces logements, la tradition de laisser faire a tendance à demeurer»*, pense M. Saillant.

Cependant, comme l'a indiqué le conseiller responsable du dossier de l'habitation à la Ville, Michel Prescott, dans une entrevue au journal *La Presse*, *«c'est faux de croire que des arrondissements ont bloqué des projets de logements sociaux. C'est vrai, il y a eu des pressions populaires et des résistances dans trois cas, mais ce n'est pas une résistance de la part des arrondissements»*.

MM. Saillant et Prescott s'entendent cependant pour dire que des problèmes de zonage étaient aussi à la base des délais et que la Ville de Montréal devait obtenir toutes les autorisations avant de procéder à la construction.

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

ALORS QUE LE MANQUE DE LOGEMENTS SOCIAUX EST CRIANT, C'EST PLUTÔT LA CONSTRUCTION DE CONDOS QUI VA BON TRAIN.

DE L'ARGENT NEUF

À la suite de la nouvelle subvention de 300 millions du gouvernement du Québec, la ville prévoit atteindre son objectif de 5000 logements en trois ans plutôt que deux, comme cela avait d'abord été fixé. De plus, elle vise aussi la rénovation de 8000 logements. D'ailleurs, afin d'inciter les propriétaires à rénover leurs logements, la Régie du logement envisage une réforme sur la fixation des augmentations de loyer qui devrait être en vigueur d'ici 2004 et qui permettrait des augmentations plus importantes pour les propriétaires qui souhaitent rénover leurs logements.

Le FRAPRU s'inquiète cependant de cette nouvelle réforme. *«Je crois que le gouvernement tente minimalement de satisfaire aux revendications historiques des groupes de propriétaires, probablement à des fins électorales. L'impact serait toutefois considérable pour les locataires. Rappelons qu'à Montréal, 126 000 ménages locataires consacrent déjà plus de la moitié de leur revenu en loyer, ce qui les oblige à couper les dépenses pour combler leurs autres besoins essentiels, comme la nourriture. Ces locataires ne peuvent tout simplement payer davantage, d'autant plus qu'ils ont été l'objet au cours des deux dernières années d'une hausse cumulative de 10 % de leur loyer.»*

Demande d'admission

À QUÉBEC
MAÎTRISE ET DOCTORAT EN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

- Pour tous les diplômés et les diplômées en sciences pures et appliquées, en sciences humaines et sociales, en passant par l'administration, l'agriculture, l'architecture, la foresterie, etc.
- Une formation multidisciplinaire en aménagement biophysique du territoire, environnement, urbanisme, développement régional et local, transport, système d'information géographique
- Des situations d'apprentissage similaires au marché du travail
- Possibilités de stages d'étude en France, aux États-Unis et au Mexique
- Un environnement de qualité favorisant les études

Faculté d'aménagement, d'architecture et des arts visuels
Département d'aménagement
1624, pavillon Félix-Antoine-Savard
Cité universitaire
Québec (Canada) G1K 7P4
Téléphone : (418) 656-7685, télécopieur : (418) 656-2018
Courriel : Ame@ame.ulaval.ca, Internet : www.ame.ulaval.ca

www.ulaval.ca

UNIVERSITÉ LAVAL
Aujourd'hui Québec, demain le monde

anapharm
membre de SFRC International

Anapharm est une entreprise de recherche sur les médicaments ayant des bureaux à Québec, Montréal et Trois-Rivières. Nous réalisons des études de recherche clinique sur des médicaments qui, la majorité du temps, sont déjà en pharmacie (Bioéquivalence).

Pour le mois de février, nous recherchons des...

- Hommes
- 18 à 65 ans
- Fumeurs et non-fumeurs

Indemnité compensatoire jusqu'à : 1 500 $

Pour des renseignements additionnels, contactez l'équipe Anapharm Montréal pour participer à une étude clinique ou visitez notre site Web

514 485-7555
1-866-ANAPHARM
WWW.ANAPHARM.COM
Entreprise de recherche sur les médicaments

Nouvelle carte de résidence permanente

CARTES À LA CARTE

À la suite de l'épisode Ahmed Ressam de 1999 et des attentats de septembre 2001, le Canada a été fermement invité par son voisin du Sud à repenser ses politiques en matière d'immigration. Une des innovations mises en œuvre se trouve dans la nouvelle carte de résident permanent à la «fine pointe de la technologie»...

Stéphanie DURET

Considérée comme l'un des maillons faibles des programmes d'immigration, la fiche IMM 1000 émise jusqu'au début de 2002 aux résidents permanents a été entièrement repensée. Jugé peu fiable, le rectangle de papier coloré en vigueur depuis des décennies s'est vu imposer un «changement de look» total pour un budget de 12 500 000 $, dont 4 800 000 pour le seul design. Plus d'une centaine de personnes ont participé aux recherches entourant la réalisation de la carte, mais aussi à sa conception et à sa diffusion depuis Sydney, en Nouvelle-Écosse.

Instauré en juin 2002, alors qu'était adoptée la loi C-11, le nouveau document du résident permanent en règle est plastifié, format carte de crédit, et bénéficie de *«caractéristiques de sécurité à la fine pointe de la technologie qui rendent la carte (…) à l'épreuve de toute altération et de toute reproduction »*, mentionne le site Web de Citoyenneté et Immigration Canada.

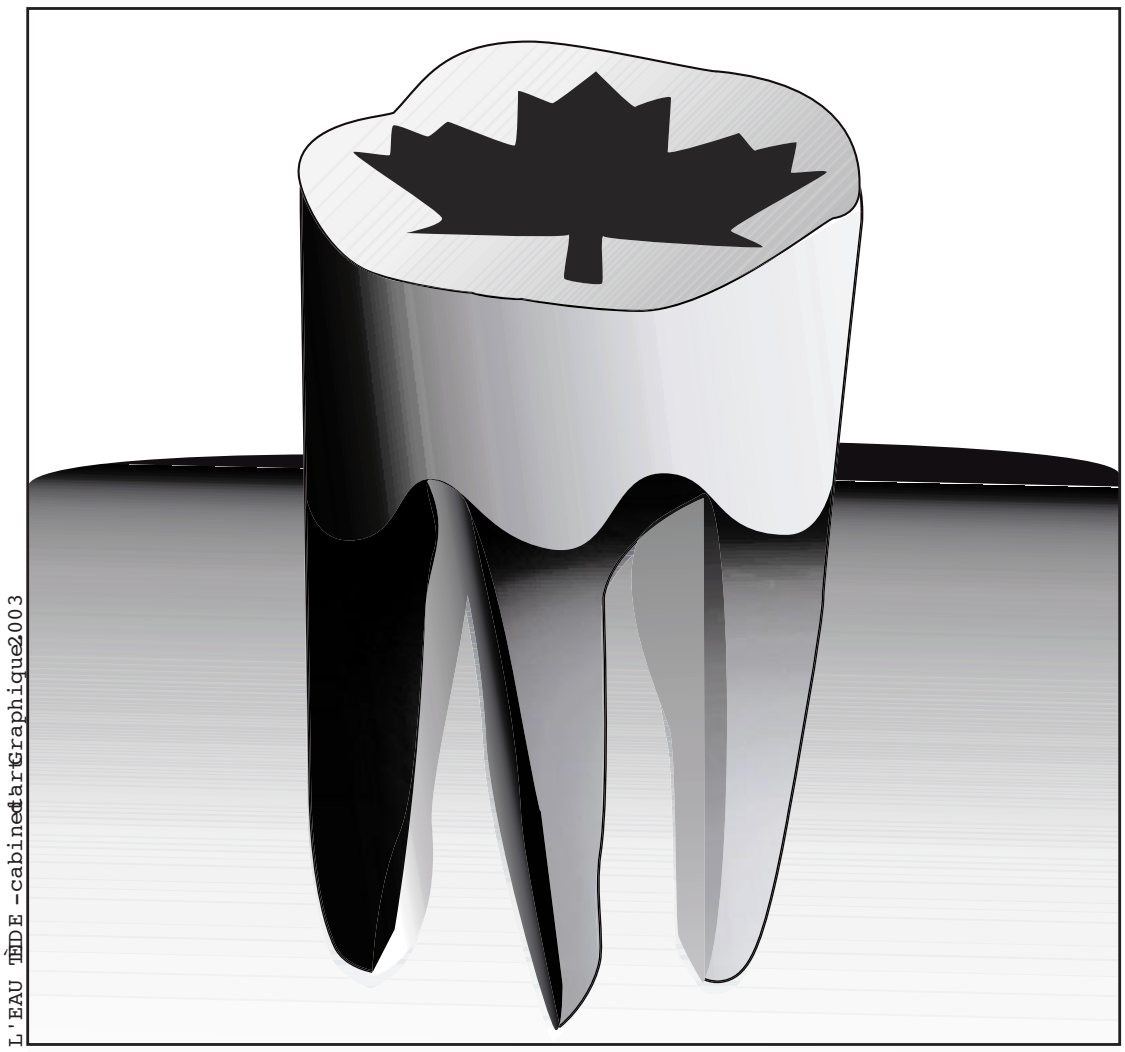
«La technologie avançant très vite, il n'y avait plus aucune commodité à conserver le document de papier», renchérit Simone MacAndrew la porte-parole de CIC. Selon elle, il y aurait même eu un certain danger à conserver l'ancien document qui ne comprenait ni signature ni photographie de son propriétaire. La nouvelle carte renferme quant à elle de nombreuses informations dans une bande digitale qui a été insérée dans le plastique et auxquelles seules les autorités auront normalement accès.

OBLIGATOIRE ET PAYANTE

Les immigrants reçus arrivés cet été au pays ont été les premiers titulaires de la nouvelle carte. Les immigrants arrivés plus tôt en 2002 et les années précédentes ont pu se procurer cette carte dès le 31 octobre 2002 au coût de 50 $. Celle-ci deviendra obligatoire pour tout résident étranger qui souhaite voyager à partir du 31 décembre 2003 et sera renouvelable tous les cinq ans pour la même somme.

«Un peu comme passeport», souligne Mme MacAndrews. Si pour la majorité des résidents permanents, l'opération d'obtention de la carte n'a pas provoqué de difficultés majeures, l'opération a été légèrement plus délicate pour quelques immigrants reçus débarqués juste avant la date butoir du 28 juin 2002, et qui ont été victime de la phase de transition du programme.

En effet, c'est pratiquement en terrain inconnu que certains de ces résidents ont dû faire la démarche de demande de carte pour certains à peine quinze jours après leur arrivée en sol canadien. Pas évident, lorsqu'on sait qu'une des conditions *sine qua non* de l'obtention du document est, au préalable, de faire certifier sa demande par un notable. C'est la mésaventure qu'a vécue M. Géromin, fraîchement débarquée de France début juin, et qui, pour voir agréer sa demande d'immigration a dû courir par monts et par vaux afin de débusquer une autorité habilitée à la cautionner. Et qui a dû pour une deuxième fois en peu de temps remplir la même pile de formulaires. Même si elle reconnaît l'absurdité de la situation, Mme Mac Andrew souligne que ces cas restent relativement peu nombreux et que le problème est désormais réglé, puisque les immigrants reçoivent maintenant leur carte dès leur arrivée en territoire canadien.



EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, LA POLIQUE CANADIENNE MONTRE LES DENTS.

Avenir du télescope Hubble

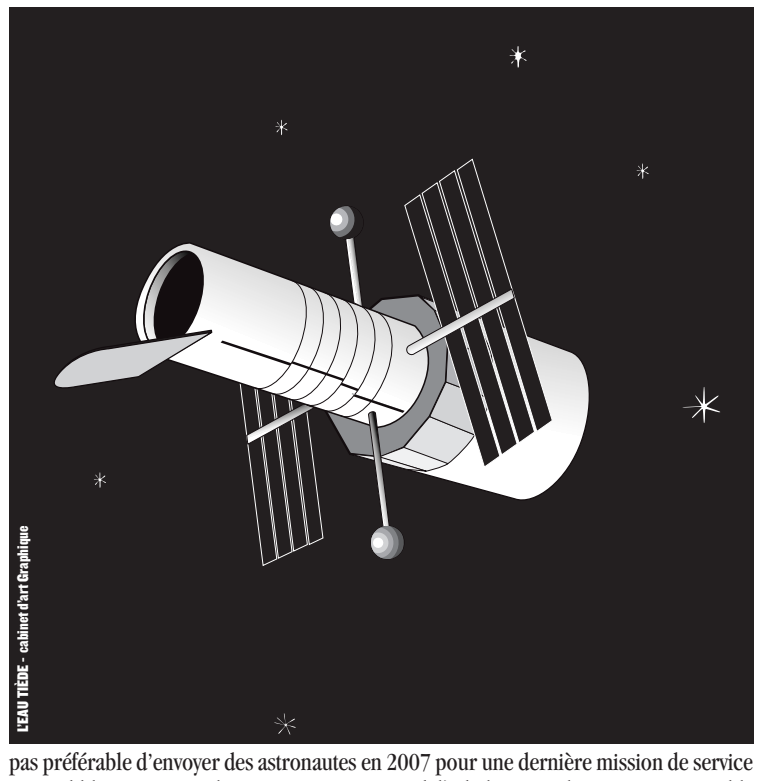
L'ESPACE À LA LOUPE

Depuis sa mise en orbite en 1990, le téléscope Hubble a permis d'impressionnantes découvertes. Mais aujourd'hui, même s'il a un palmarès reluisant, les jours d'Hubble sont comptés... et le débat sur sa succession ne fait que commencer.

Christian TREMPE

C'est en 2004 qu'aura lieu la dernière mission de service, visant à apporter des réparations et des ajustements au télescope. En effet, sa durée de vie ayant été initialement fixée à 15 ans, puis repoussée par la suite à 20 ans par la NASA, il devra être remplacé prochainement. Pour remplacer Hubble, la NASA compte lancer un nouveau télescope, baptisé télescope spatial James Webb (JWST). Parfois appelé NGST pour Next Generation Space Telescope, il aura entre autres un diamètre de huit mètres (au lieu de 2.4 pour Hubble) et il sera optimisé pour fonctionner dans la partie infrarouge du spectre de la lumière (au lieu de la lumière visible et UV pour Hubble). Et puisque tout objet chaud émet des infrarouges, le JWST sera équipé d'un gigantesque panneau pour bloquer la lumière du soleil. Finalement, contrairement à Hubble, le JWST sera stationnaire par rapport à la terre et le soleil.

Cependant, de plus en plus d'astronomes dans le monde demandent un délai dans la mise hors service de Hubble. La raison? C'est que le JWST, qui devait initialement entrer en service en 2008, n'y entrera qu'en 2010. Normalement, un délai de quatre ans entre l'année de la dernière mission de service de Hubble et le lancement du JWST aurait été suffisant. Sauf qu'avec le délai, de plus en plus d'astronomes se demandent s'il ne serait pas préférable d'envoyer des astronautes en 2007 pour une dernière mission de service sur Hubble. Et puisque le JWST se situerait au-delà de la Lune, il ne sera pas possible d'effectuer des missions de service comme pour Hubble. *«Le problème, c'est qu'il est extrêmement coûteux de maintenir opérationnels tous les télescopes d'envergure, sur la terre comme dans l'espace. On nous demande donc de faire des choix maintenant»*, affirme Robert Lamontagne, chercheur à l'Université de Montréal.



Mais heureusement pour la communauté scientifique canadienne, les compressions budgétaires n'ont pas eu raison du gouvernement canadien qui a décidé de s'impliquer financièrement dans la construction du JWST. Les chercheurs canadiens auront donc droit à 5 % du temps d'utilisation total du télescope et ne seront plus à la merci de la bonne volonté des Américains dans la poursuite de leurs travaux. Les chercheurs canadiens contribuent aussi à la conception du télescope. À l'Université de Montréal, un groupe sous la direction de René Doyon est en lice pour l'obtention d'un contrat pour la construction de la caméra infrarouge du JWST.

Le défi de demain pour les astronomes? L'observation directe de planètes extrasolaires. *«On sait de manière indirecte qu'elles existent, mais nous n'en avons jamais observées directement. S'il était possible d'enregistrer le spectre de lumière d'une de ces planètes, on pourrait avoir une meilleure idée de la nature de ces planètes. Puisqu'il y a de la vie à sa surface, la terre a un spectre bien spécifique en raison de la présence d'oxygène à sa surface. La découverte d'un spectre similaire à celui de la terre signifierait peut-être qu'il y a présence de vie sur ces planètes.»*

Relations russo-américaines

BATAILLE DIPLOMATIQUE POUR UN ARSENAL

Dans les années 1990, la Russie a tenté de vendre des armes à l'Iran. Dans la conquête de ce marché, elle s'est heurtée aux États-Unis qui équipaient déjà, en secret, la république islamique perse. Retour sur une compétition économique et géopolitique.

Alexandre BENOIT

Les engagements entre les deux nations sur la lutte contre le terrorisme international remontent au 30 juin 1995, à la suite de la signature de l'accord entre Al Gore et Victor Tchernomirdyne. Dans cet accord, il était stipulé que «*la Russie cessera d'apporter une assistance technique ou de vendre des armes à l'Iran avant le 31 décembre 1999 et s'engage également à ne plus signer de nouveaux contrats d'armement avec l'Iran dans l'avenir*». Il y a cependant deux obstacles majeurs à l'arrêt des ventes d'armes à l'Iran.

Premièrement, les États-Unis ambitionnaient de retrouver éventuellement avec l'Iran un marché qui, de 1970 à 1978, leur avait permis de vendre pour 20 milliards de dollars d'équipement militaire. Enfin, la Russie, aux prises avec un ralentissement sévère de son économie, trouvait en Iran un marché potentiel pour vendre de l'équipement militaire lourd.

LA RUSSIE MAL EN POINT

La Russie devait relever un lourd défi: assurer la transition de l'économie planifiée à l'économie de marché. Une transition douloureuse, dans laquelle elle était à la recherche de partenaires commerciaux. Parmi les plus importants, il y avait l'Irak, partenaire avec lequel «*il y avait une entente économique de 20 milliards de dollars, qui consistait en un moyen d'aller chercher des devises fortes, vu les réserves de pétrole, mais qui était loin d'être suffisante*», commente Pierre Jolicœur, chercheur spécialiste de la politique étrangère russe, associé au Centre d'études sur la politique étrangère et sur la sécurité (CEPES) de l'UQAM. Un voisin, la Corée du Nord, représentait un allié traditionnel, mais avec lequel la Russie n'avait pas de relations économiques.

Reste l'Iran, qui a préparé il y a près de dix ans un programme de réarmement de 25 ans, avec l'appui technique de la Russie. Concrètement, l'administration du président Khatami souhaitait l'assistance de la Russie dans plusieurs facettes de la reconstruction de son arsenal. Elle désirait cet appui pour la création d'un système de défense antiaérien et d'une industrie militaire, pour la modernisation de son parc aérien existant et pour la création de centres de services, d'entretien et de formation.

LES OBSTACLES À LEVER

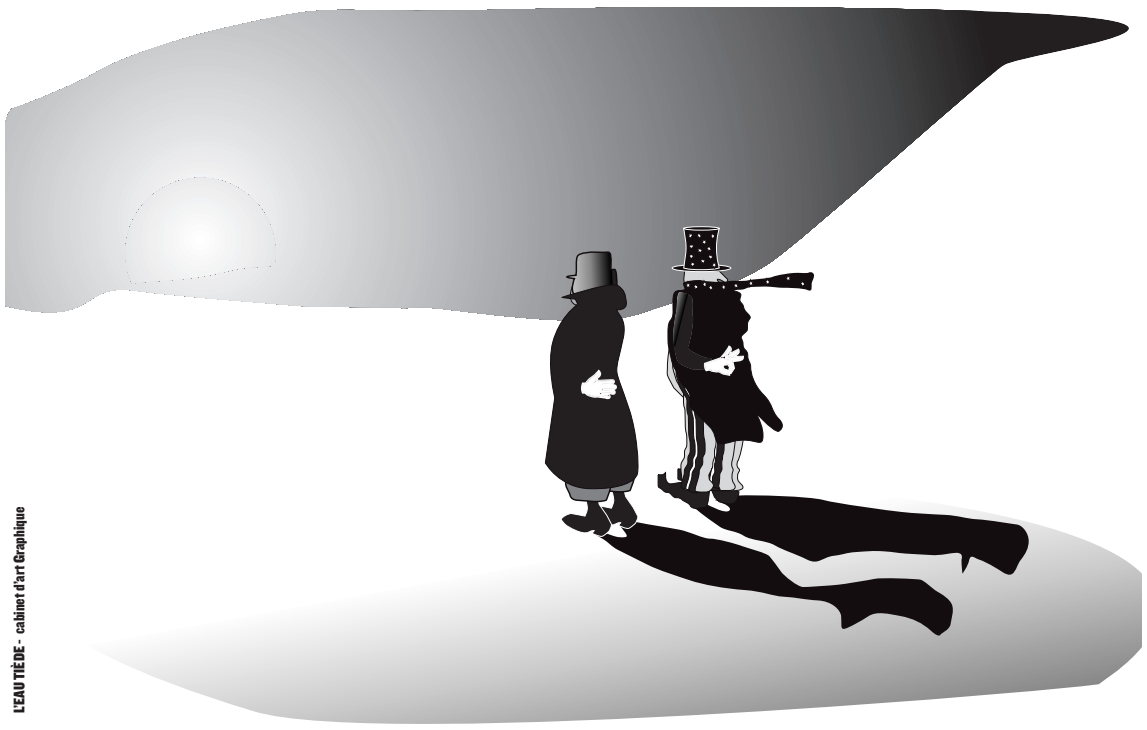
Voyant cette possibilité, la Russie a revu l'application de l'accord du 30 juin 1995 en s'appuyant sur deux articles: l'article 5, qui prévoyait que si la situation politique et générale en Iran évolue, les obligations des parties pouvaient être revues, et l'article 7, qui prévoyait que si des pays tiers revoyaient leurs positions par rapport à l'Iran, les parties pouvaient procéder de façon similaire.

Une possibilité qui a motivé la Russie à réviser l'accord, en déclarant que les États-Unis n'ont pas respecté leurs obligations. En effet, Washington a fourni sporadiquement des armes à l'Iran par le biais de pays du Proche-Orient. L'armée iranienne, par exemple, est équipée de missiles de fabrication américaine. De plus, comme les pièces russes ne sont pas compatibles avec les armes américaines, cela ferme ces marchés à la Russie. En de telles circonstances, la seule possibilité pour la Russie de vendre des pièces de rechange pour l'équipement lourd, qu'il soit aérien, marin ou terrestre, se trouvait compromise, l'équipement étant de confection américaine. Une seule brèche possible, la Syrie, qui, selon un document rédigé à l'attention du Congrès américain en janvier 2001, «*accepte de transiger avec la Russie, pour se procurer des armes chimiques*».

De 1970 à 1978, le marché iranien a permis aux États-Unis de vendre pour 20 milliards de dollars d'équipement militaire.

LA RIPOSTE AMÉRICAINE

En 2000, en réponse au retrait russe de l'accord, les États-Unis ont menacé l'administration Poutine de sanctions économiques. Le gouvernement russe a déclaré pour sa part qu'il maintiendrait ses contacts avec l'Iran et ne vendrait pas d'armes ou de technologies permettant la prolifération d'armes de destruction massive, conformément aux traités en vigueur. En définitive, cette situation signifiait pour les États-Unis un retour à la compétition sur le marché de l'armement.



L'EAU TIÈDE - cabinet d'art Graphique

L'AMITIÉ NAISSANTE ENTRE RUSSES ET AMÉRICAINS A CONNU SON PREMIER CRÉPUSCULE À LA FIN DES ANNÉES 1990.

CORRECTION de la VUE au LASER

Pierre Demers, MD
Ophtalmologiste
11 000 chirurgies

Avi Wallerstein, MD
Ophtalmologiste
20 000 chirurgies

Mark Cohen, MD
Ophtalmologiste
20 000 chirurgies

Expérience
Notre équipe de chirurgiens de Montréal a effectué plus de **51 000 interventions au LASIK.**

Technologie
Nous utilisons le laser Bausch & Lomb 217, incluant la nouvelle technologie de **correction de la vue sur mesure, Zyoptix.**

Résultats
La majorité de nos patients bénéficient d'une vision 20/20 après la chirurgie.

SPÉCIAL ASEQ

Nos frais incluent l'examen pré-opératoire, le traitement au LASIK et les suivis post-opératoires.
*Choisissez Lasik MD et bénéficiez d'une couverture par Le Régime de Soins de Santé de la FAECUM. Offert exclusivement aux membres de la FAECUM seulement.
Le prix peut varier selon votre prescription.
Applicable sur une chirurgie des deux yeux.

À partir de $500 de l'oeil*

LASIK MD MONTRÉAL (514) 845-1515
www.lasikmd.ca

Montréal Toronto Mississauga Niagara Falls

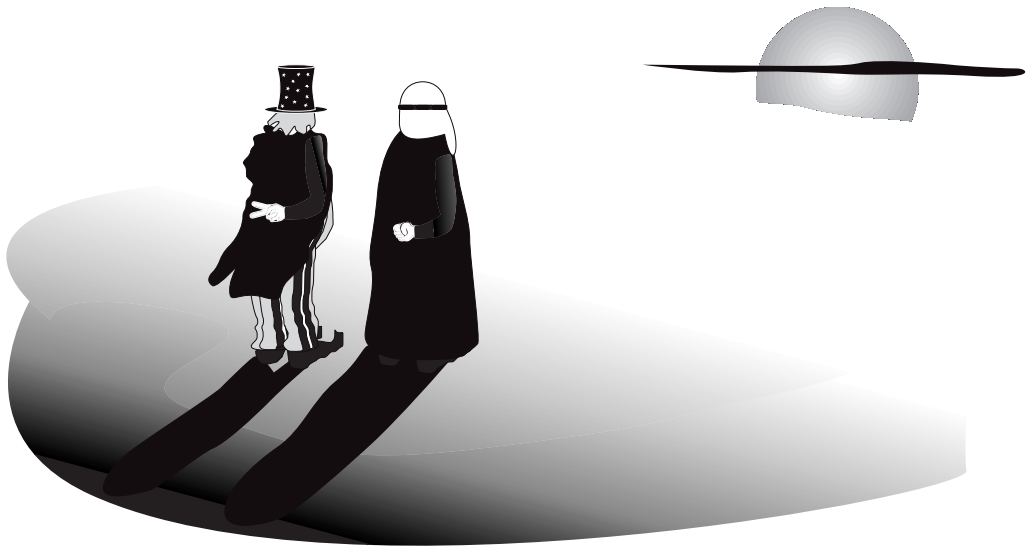
Relations américano-saoudiennes

PETITES HOSTILITÉS ENTRE AMIS

L'alliance américano-saoudienne remonte à 1945. Elle repose sur l'échange du bouclier militaire américain contre un approvisionnement en pétrole à prix raisonnable. Toutefois, le conflit israëlo-palestinien, les attentats du 11 septembre et la perspective de l'intervention américaine en Irak en ont ébranlé les fondements. L'Arabie saoudite aurait tout lieu de craindre son «ami américain».

Mikaëlle MONFORT

« *Les Saoudiens sont actifs à tous les niveaux de la chaîne terroriste, au niveau des cadres comme à celui des militants de base, au niveau des idéologues comme à celui des meneurs. L'Arabie appuie nos ennemis et attaque nos alliés. L'Arabie est la graine du terrorisme, le premier auteur, l'adversaire le plus dangereux au Proche-Orient.»* Ces propos ont été tenus le dix juillet dernier par un analyste senior de la *Rand Corporation* devant le *Defense Policy Board*, un organe consultatif du Pentagone dirigé par Richard Perle, un proche de Paul Wolfowitz, le numéro deux du Secrétariat d'État à la défense américain. Cette réunion était censée demeurer secrète mais le six août 2002, le *Washington Post* en dévoilait la teneur.



L'EAU TIÈDE - cabinet d'art Graphique

L'AN 2003 VERRA-T-IL LA NUIT TOMBER SUR L'AMITIÉ AMÉRICANO-SAOUDIENNE?

D'après le Service d'information du département d'État des États-Unis, le 26 août 2002, le président George W. Bush et le prince héritier Abdallah d'Arabie saoudite se sont entretenus au téléphone durant une vingtaine de minutes. L'entretien a notamment roulé sur l'exposé de la *Rand* devant le *Defense Policy Board*. À cette occasion, le président Bush a assuré le prince Abdallah que les opinions de l'analyste de la Rand *«n'avaient rien à voir avec celles des hauts responsables de son gouvernement, y compris le secrétaire d'État à la défense, le vice-président et lui-même.»*

«VOUS AVEZ VOS PROPRES INTÉRÊTS ET NOUS LES NÔTRES»

Pourtant, ce qui est certain, c'est que les relations américano-saoudiennes se sont singulièrement refroidies depuis la première guerre du Golfe contre l'Irak en 1991. À l'époque, l'Arabie saoudite avait servi de quartier général aux troupes américaines et 400 000 GI avaient transité par les terres saoudiennes pour entrer au Koweït.

Mais en 1995 et 1996, deux attentats perpétrés en Arabie saoudite ont visé et tué des soldats américains.

En 2001, la politique américaine de George W. Bush à l'égard d'Israël et de la Palestine a exaspéré le prince Abdallah qui a adressé au début du mois de septembre une lettre à son *«ami américain»*. George W. Bush a pu y lire *: «à partir de maintenant, vous avez vos propres intérêts et nous les nôtres»*.

Le 11 septembre 2001, faut-il encore le rappeler, 15 des 19 terroristes étaient saoudiens. Oussama ben Laden est un saoudien d'origine yéménite dont les activités en Afghanistan ont longuement été financées par le royaume saoudien.

À la fin du mois de novembre dernier, *Newsweek* a rendu publiques des informations selon lesquelles l'épouse de l'ambassadeur d'Arabie saoudite aux États-Unis aurait financé — au moins indirectement — deux des terroristes du 11 septembre.

«Malgré l'importance que nous attachons à être un ami de l'Amérique, nous refusons d'être soumis au chantage. Pareilles attaques pourraient annoncer une rupture des liens des États-Unis avec les musulmans. » Le journal Al Riyad

Comme au lendemain du 11 septembre, les autorités saoudiennes ont protesté de leur bonne volonté. Adel Al-Jubeir, le conseiller diplomatique du prince Abdallah, a promis que les autorités saoudiennes seraient *«vigilantes et qu'elles étaient déterminées à être sans pitié en ce qui concerne le traitement du terrorisme et de ses adeptes»*.

Pourtant, la promesse d'une collaboration saoudienne s'arrête lorsqu'il est question de l'intervention américaine en Irak. Le 7 août 2002, le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al-Fayçal, déclarait encore à l'*Associated Press* que son pays *«n'autoriserait en aucun cas les États-Unis à utiliser le territoire saoudien pour y mener une intervention militaire contre l'Irak.»* Le 15 décembre dernier, il a toutefois annoncé que l'Arabie saoudite accepterait que son territoire et ses infrastructures soient utilisées en cas d'opération militaire contre l'Irak si une telle opération recevait la caution d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Saoud Al-Fayçal a indiqué que tous les membres de l'ONU, y compris l'Arabie saoudite, devraient appuyer une opération sous mandat des Nations Unies mais que son pays restait *«hostile à une action militaire unilatérale des États-Unis .»*

Pour les responsables saoudiens, dont la presse saoudienne est un fidèle relais, les révélations américaines sur le financement des terroristes ainsi que la fuite sur l'exposé de la Rand participent de pressions exercées sur l'Arabie saoudite pour la contraindre à ouvrir son territoire aux troupes américaines. Fin décembre dernier, le journal *Al Riyad* écrivait *:« Ces accusations et ces soupçons se situent dans le sillage des campagnes anti-saoudiennes menées aux États-Unis pour contraindre le royaume à entrer directement dans une guerre. Elles font partie de la stratégie mise en œuvre pour frapper l'Irak.»* Le journal concluait par ces mots *:«Malgré l'importance que nous attachons à être un ami de l'Amérique, nous refusons d'être soumis au chantage. Pareilles attaques pourraient annoncer une rupture des liens des États-Unis avec les musulmans.»*

LES FORCES RÉDUITES DE SADDAM HUSSEIN

Pourtant, dans un entretien accordé au bulletin hebdomadaire de la revue *The National Interest* le neuf septembre dernier, Richard Perle affirmait que le soutien saoudien à une invasion de l'Irak n'était certainement pas indispensable, car les forces engagées seraient cette fois bien moins importantes que durant la première guerre du Golfe. Cela s'explique selon Richard Perle par le fait que les forces de Saddam Hussein sont réduites des deux tiers par rapport à 1991 et que la puissance des armes américaines est largement supérieure à ce qu'elle était à l'époque. Richard Perle estime enfin que l'opération à venir, contrairement à celle de 1991, ne nécessiterait pas une logistique que seule l'Arabie saoudite peut fournir.

Quoi qu'il en soit, la répugnance saoudienne à soutenir une opération américaine dans la région ou même à voir une opération de ce genre se dérouler peut se comprendre aisément. Si elle se produisait, l'offensive américaine ne manquerait pas d'exacerber encore l'anti-américanisme des Saoudiens, déjà évalué à près de 70 % par des sondages concordants des journaux saoudien *Al Watan* et américain *USA Today*. L'équilibre du royaume pourrait s'en trouver troublé sinon menacé.

LE GRAND POUVOIR ET LE PETIT

Plus inquiétant encore pour les hauts responsables saoudiens qui sont très familiers des États-Unis et dont la plupart comme Adel Al-Jubeir ont été formés dans les universités américaines :

• Les liens entre Al-Quaida et l'Arabie saoudite sont avérés;

• Le royaume saoudien consacre 10 % de son PIB cinq fois plus élevé que celui de l'Irak à l'armement;

• Au regard des critères américains, la monarchie saoudienne pourrait devenir une scandaleuse dictature qui piétine systématiquement les plus élémentaires droits humains depuis des décennies;

• La monarchie saoudienne s'oppose vigoureusement à la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens;

• L'Arabie saoudite recèle la plus importante réserve de pétrole au monde et la seconde plus importante réserve de gaz naturel;

• 65 000 soldats américains sont déjà postés dans le Golfe Persique.

Ce faisceau d'éléments pourrait être suffisamment éloquent et inquiétant pour les Saoudiens, mais certains d'entre eux ont certainement lu le dernier numéro de la revue néo-conservatrice *The National Interest,* qui s'enorgueillit de compter Colin Powell ou Paul Wolfowitz parmi ses collaborateurs occasionnels. Dans un article de Daniel Pipes titré *«Le scandale des relations américano-saoudiennes »,* on peut lire en conclusion: *«Pendant des décennies les agences gouvernementales américaines ont montré une déférence extrême à l'égard des Saoudiens, en faisant tant de concessions superflues que l'on a l'impression qu'un basculement a eu lieu dans lequel les deux parties ont oublié lequel a le grand pouvoir et lequel le petit.»* Certainement suffisant pour que les experts saoudiens souhaitent maintenir «l'ami américain» à une distance respectable…

Découvrez de nouvelles saveurs typiques
Taquería Sol y Luna
Cuisine mexicaine authentique
Grande variété de tacos et d'autres spécialités mexicaines
Menus du midi de 5 $ à 7 $ du lundi au vendredi
-10% pour les étudiants du lundi au mercredi soir
(Sur présentation de la carte, à partir de 17 h)
5701, ch. Côte-des-Neige (coin Côte-Ste Catherine)
Tél.: (514) 739 1616
Côte-des-Neiges ou Côte-Ste-Catherine

Quartier Libre

LE QUARTIER LIBRE RECHERCHE DES COLLABORATEURS.

PROCHAINES RÉUNIONS AU LOCAL DU JOURNAL LES MERCREDIS 29 JANVIER ET 12 FÉVRIER 2003 À 17 HEURES

La boutique Mac sur le campus

eMac 700 & imprimante*

- PowerPC G4 700 MHz
- Écran 17" plat
- Mémoire vive 128 Mo
- Disque dur 40 Go
- Combo DVD-ROM et graveur CD-RW
- Fax modem 56 Kpbs
- Carte réseau 10/100 Mbps
- nVidia GForce 2 MX 32 mo
- Souris optique
- Mac OS X et Mac OS 9.2
- Nombreux logiciels (dont Appleworks)
- Garantie 1 an pièces & MO

1589$*

* Après toutes les remises

Powermac G4 867 & Moniteur

- PowerPC G4 867 MHz 1 mo cache niv. 3.
- Mémoire vive 256 Mo
- Disque dur 40 Go 7200 rpm
- Graveur CD-RW
- ATI Radeon 7500 32 mo
- Fax modem 56 Kbps
- Carte réseau 10/100/1000Mbps
- Carte de son intégrée
- Garantie 1 an pièces & MO
- Moniteur Mitsubishi Diamond Plus 74S

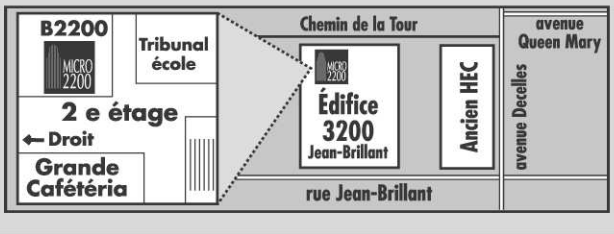
1699$

Powerbook G4 12"

- PowerPC G4 867 MHz/133
- Écran 12" 1024 x 768
- Mémoire vive 256 Mo
- Disque dur 40 Go
- Lecteur DVD-ROM/CD-RW
- nVidia GeForces 4 420 32 Mo
- Fax modem 56 Kpbs
- Carte réseau 10/100 Mbps et Gigabit
- Prêt pour Airport Extreme (réseau sans fils)
- Autonomie de 4 heures
- Mac OS X 10.2
- Nombreux logiciels.
- Garantie 1 an pièces & MO

2429$

VENEZ NOUS VOIR!



3200, rue Jean-Brillant
Local B-2200
tél.: 514.343-2313
http://www.micro2200.ca
Depuis plus de 11 ans

Prêts étudiants acceptés

Revendeur agréé

Taxes en sus, les prix et les configurations peuvent changer sans préavis, quantités limitées.
Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays.

Allez savoir.

Des programmes dans presque tous les domaines.

Admission au trimestre d'automne :
2e et 3e cycle - 1er février
1er cycle - 1er mars

Après cette date, on peut encore présenter une demande dans certains programmes.

Faites votre demande sur le Web
514.343.7076 — www.umontreal.ca

Tempête dans un verre d'eau en France

NEIGE MÉDIATIQUE

Samedi 4 janvier 2003, il est tombé cinq cm de neige en région parisienne. Certes, ce n'était pas arrivé depuis longtemps. Mais de là à en faire les gros titres de la presse nationale pendant une semaine, il n'y avait qu'un pas que les médias français ont allègrement franchi, copieusement aidés par les pouvoirs publics.

Mathilde REGNAULT Correspondante du *Quartier Libre* en France

Samedi 4 janvier 2003, 14h. La neige s'abat brutalement sur la région parisienne. En quelques heures, le système autoroutier aux abords de la capitale se retrouve complètement bouché. Au total, quelque 60 000 automobilistes doivent passer la nuit dans leur voiture. La cause de l'embouteillage ? On l'apprendra finalement le lendemain : une plaque de glace de 300 m de long et d'à peine 5 cm d'épaisseur que les pompiers ont mis plusieurs heures à casser … Sur le tarmac, ce n'est guère mieux. Des centaines de vols sont annulés ou retardés et des milliers de voyageurs passent la nuit dans les aéroports.

MAIS POURQUOI NEIGE-T-IL ?

Il n'en fallait pas plus pour qu'une polémique à la française naisse. Pourquoi les services techniques n'ont-ils pas réagi plus tôt ? Pourquoi les automobilistes n'ont-ils pas été prévenus à temps ? C'est tout juste si l'on ne lève pas les yeux au ciel pour lui demander pourquoi il a neigé... Dès le samedi soir, le journal télévisé de 20h, sur la chaîne publique comme sur les chaînes privées, consacre une bonne moitié de son édition aux «intempéries»

LA RECHERCHE DES COUPABLES

C'était l'étape numéro un. Étape numéro deux: une fois l'ordre rétabli sur les routes et dans les aéroports, il faut trouver un coupable. Comme chaque fois que quelque chose cloche, un jolie polémique prend forme. C'est le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin qui lance les hostilités. Il se dit *«mécontent: les usagers n'ont pas eu l'information à laquelle ils ont droit et ça, c'est le devoir du service public»*. Il n'en faut pas plus aux médias pour se jeter sur l'«info». L'après-fêtes est une période traditionnellement creuse et ils ne sont que trop heureux d'avoir quelque chose à se mettre sous la dent…

> La cause de l'embouteillage ?
> On l'apprendra finalement
> le lendemain:
> une plaque de glace
> de 300 m de long et
> d'à peine 5 cm d'épaisseur !

Sous la pression médiatique, le gouvernement commande deux rapports afin de connaître les raisons des cafouillages routier et aérien. Une semaine plus tard, ils sont rendus largement publics. *Libération: «Neige sur l'autoroute : le gouvernement accuse. Cofiroute* [la société qui gère en entretient une partie des autoroutes françaises, NDLR] *et Météo France au pilori après les embouteillages du début janvier». Le Monde : «Grand embouteillage des 4 et 5 janvier : les responsables».*

Le plus étonnant, c'est qu'à peu près personne ne semble trouver tout ce tapage médiatique disproportionné. Personne, à part quelques lecteurs étrangers… La Montréalaise Louise Brissette écrit à Libération : *« Quand je lis que les parcs de Paris sont fermés pour cause de «neige glissante», je souris de moquerie et en même temps, je suis triste. Je ne peux concevoir qu'il soit possible (…) d'empêcher les enfants, et les grands, de jouer dans la neige en respirant un bon bol d'air frais. (…) Monsieur Raffarin est furieux et veut connaître les coupables. Ici, pays de neige où la vie s'est adaptée à l'hiver, les tempêtes de neige causent des retards et même parfois des fermeture d'aéroport. Et c'est normal, cela fait partie du décor, de la vie. Mais il est vrai que votre gouvernement répond à un mandat de sécurité. Une sorte d'assurance vie contre ses aléas, ses risques et sa neige.»* Juste à côté, *Libération* a placé la lettre d'un usager de l'autoroute très très mécontent…

L'EAU TIÈDE - cabinet d'art Graphique

FLEURDELYS SUR PAPIER DE RIZ

MAIS MAÎTRISEZ VOS TRADITIONS!

Pierre NADEAU Correspondant du *Quartier Libre* au Japon

«L'obstacle perpétuel à l'avancement humain est la tradition.»
- John Stuart Mill (1806-1873)

Si dans une entreprise occidentale un novice remet un aîné à sa place, il est un peu effronté. Pour un Japonais, il vient de signer son arrêt de mort! Le *sempai* — l'expérimenté, le plus âgé — et le *kohai* — le novice, le cadet — sont au Japon les titres qui accompagnent toute relation professionnelle, et ce, même si votre l'aîné a seulement deux semaines d'expérience de plus que vous dans l'entreprise.

L'être humain a une fâcheuse tendance à accorder énormément d'importance à ce qui est ancestral, vieux, habituel, coutumier. Ça réconforte, ça protège du dangereux changement. À cause d'un intérêt marqué pour le raffinement acquis au fil du temps et l'Histoire ancienne qui semble justifier la tradition, les Japonais sont guidés comme des automates par leurs coutumes.

Conséquence considérable: de parfaits incompétents gèrent des millions de yens et des centaines d'employés, et ce, seulement parce qu'ils étaient en place avant les autres. On ne discute pas non plus leurs décisions et on ne les contrarie surtout pas. Peu importe la compétence, l'éducation, la motivation ou l'attitude du *sempai*, il n'est absolument pas question qu'un *kohai* ne prenne les devants sur lui dans l'organisme où ils cœxistent, qu'il s'agisse même de tâches cléricales ou du comportement social informel.

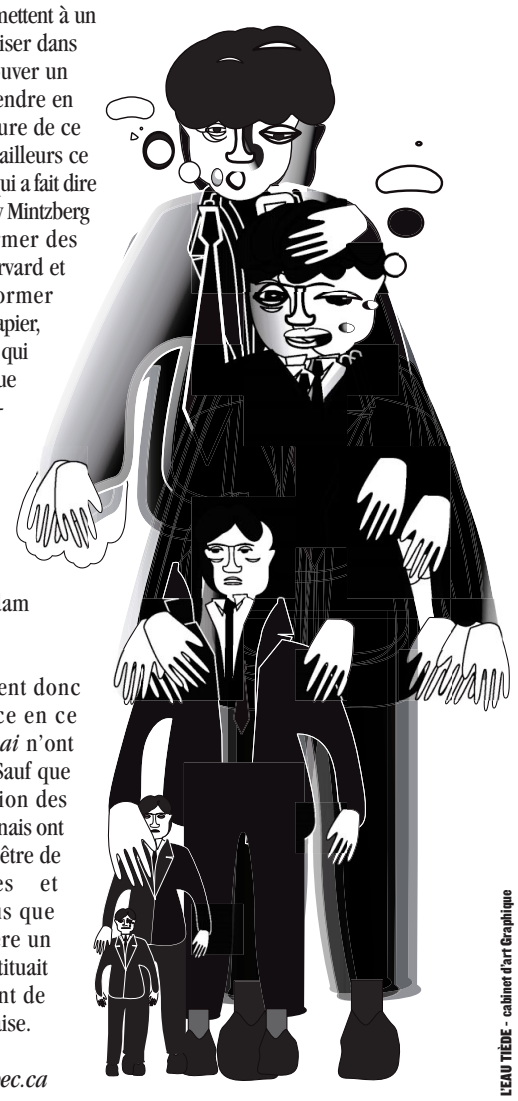
Mais actuellement, suivant les échos d'une certaine tendance mondiale, les traditions s'effacent. Pour le malheur des fourbes paresseux, pour le bonheur des motivés et des inspirés, certaines entreprises entrouvrent leurs portes à quelques Occidentaux afin de laisser leur liberté d'action et de pensée pénétrer les rangs. Certes, les habitudes sont très difficiles à changer, mais gageons que la rencontre de ces deux philosophies portera ses fruits.

Pour les idéalistes, et j'en suis, il s'agit en fait de reconquérir — ou de ne pas perdre, c'est selon — l'apprentissage par transmission directe des connaissances. On préfère le transfert de connaissances de maître à disciple plutôt que l'uniformisation et l'ingurgitation industrielle de données certifiées sous forme de diplômes… et trouée de lacunes et d'impertinences.

Seuls l'expérience et son meilleur ami, le temps, permettent à un individu de se réaliser dans son travail, d'y trouver un sens et de comprendre en profondeur la nature de ce qu'il y fait. C'est d'ailleurs ce genre d'approche qui a fait dire à des gens tel Henry Mintzberg qu'on devrait fermer des écoles comme Harvard et abolir le MBA! Former des managers de papier, de purs théoriciens qui n'ont conscience que de la valeur monétaire des choses mais pas de la valeur de l'argent elle-même, voilà ce qui ronge et démange le monde depuis Adam Smith.

Les *sempai* doivent donc garder leur place en ce monde et les *kohai* n'ont qu'à les écouter. Sauf que dans leur obsession des traditions, les Japonais ont oublié la raison d'être de leurs coutumes et n'appliquent plus que par bonne manière un principe qui constituait jadis le fondement de l'éducation japonaise.

pierre.nadeau@hec.ca



L'EAU TIÈDE - cabinet d'art Graphique

Sortir

www.Radio-Canada.ca/culture

LE FICHIER PANINI

Clément de GAULEJAC

Dans son livre *W ou le souvenir d'enfance*, Georges Perec fait le parallèle effrayant entre l'utopie sportive d'une île de roman et sa propre histoire mise en pièces par l'Histoire «avec sa grande hache», qui fit disparaître ses parents dans les camps d'extermination nazis. La progression simultanée de la fiction et de l'autobiographie s'achève sur une identification de l'une à l'autre, à la fois littéraire, psychanalytique et visionnaire. Une étude scientifique est venue réactiver récemment cette œuvre en l'éclairant d'un jour nouveau.

En Italie, des chercheurs épidémiologistes ont eu récemment recours à la société Panini*, éditrice des célèbres vignettes pour enfants, afin de pister les quelques 24 000 joueurs de football ayant participé au non moins fameux *Calcio* depuis 1960.

L'article du *Monde* qui relate l'anecdote fait état de l'émoi manifesté par l'étonnant excès de mortalité chez ces sportifs professionnels, comparativement aux statistiques propres à l'ensemble de la population. Frappante en soi, cette information pourrait inspirer une belle parabole sur le professionnalisme et la parfaite maîtrise de leur *métier* qui ont un temps caractérisé ces hommes avant que ne les rattrape le sombre revers des médailles qui ont fait leur gloire. Mais ce qui nous frappe, au delà de l'anecdote, c'est l'usage qui a été fait des vignettes Panini. On se doutait déjà que cette gigantesque galerie de portraits recelait un flou potentiel sans qu'on sache bien lequel. Et c'est l'évidence qui nous rattrape, véritable *lettre volée* sur l'étagère de notre réflexion.

L'art contemporain dont on fait communément remonter l'existence historique au début des années soixante, a proposé tout au long de son histoire ce type de projets où était tour à tour mise en avant sa capacité à enregistrer une mémoire et à s'abstraire du sentiment pour n'être plus qu'une machine à montrer le temps qui passe, la multitude et le singulier, le nombre et sa fascination. Il s'est nourri d'une exhaustivité mythique que rendraient possible les nouvelles technologies. Il a été le théâtre d'une infinité de collections dont le thème était programme et l'usage codé.

Tenant de ces pratiques, citons – seulement – Christian Boltanski, ses annuaires mystérieux et ses enfants disparus, ou bien encore Roman Opalka qui depuis 1965 compte les jours en les numérotant à la ligne sur ses toiles, et enregistre les traces de son propre vieillissement en se photographiant à l'issue de chacune d'elles.

Une collection s'est donc constituée, à l'origine de laquelle nulle autre ambition que le profit, nulle autre intuition que l'excellence en consommation des enfants que l'entreprise passionne. Contre-culture des cours de récré, les vignettes Panini accumulent au fil des ans et à l'insu de tout projet artistique, une documentation dont l'évocation italienne laisse rêveur : ajoutons aux 24 000 joueurs du *Calcio* les milliers d'autres ainsi photographiés de par le monde, de la Jamaïque au Japon, du Koweït au Ghana.

L'établissement de ce gigantesque fichier, destiné à l'indéfectible innocence des enfants, offre un autre parallèle avec l'art contemporain depuis longtemps fasciné par les procédés de contrôle d'elles-mêmes que nos sociétés mettent en place, comme la vidéosurveillance et plus généralement le marketing et ses dérivés.

Le légitime souci de santé publique qui préside à ce nouvel usage de la collection Panini comme trombinoscope global, montre avec précision qu'un fichier recèle une multiplicité d'usages possibles. Ainsi le simple fait de s'abonner à un quotidien nous fait appartenir à une famille de consommateurs dont les coordonnées se vendent très bien quand il s'agit de cibler le marketing. Il n'y a pas de dérive *postérieure* à la constitution d'un fichier, celui-ci vaut pour ce qu'il est : une liste de données qu'il s'agit d'utiliser. Les chercheurs italiens ne s'y sont pas trompés en détournant des cours d'école le *fichier Panini*, aussi nobles aient été leurs fins.

Regarder les vignettes Panini non plus comme l'usage commande qu'elles le soient (un innocent jeu d'enfant), mais pour ce qu'elles sont (le fichier global et exhaustif d'une population donnée : ici les joueurs de football professionnels depuis 1960), fait apparaître le caractère totalitaire de l'entreprise aussi sûrement qu'en la comparant à celles qui présentent des caractéristiques *plastiques* similaires et que constituent les fichiers anthropométriques de toutes les polices du monde. L'angle ici choisi pour la lecture, bien que formel, a le mérite de nous rappeler cette constante: la sensation de pouvoir que l'on ressent à manipuler un album d'image Panini ou les fichiers de police d'un état qu'il soit de droit ou de terreur, est la même, parce qu'observé de ce point de vue, l'objet qui la fonde est la même.

À Phnom penh, au Cambodge, la prison S21, Tuol Sleng, a été transformée en musée du génocide, dédié à la mémoire des hommes et des femmes assassinés dans ces locaux par les Khmers rouges. Ces derniers prenaient grand soin de photographier chacune de leurs victimes. Cette galerie de portraits - qu'on nous pardonne ici l'analogie – est similaire dans sa forme à celles décrites plus haut.

Le sentiment que ces photographies communiquent au spectateur puise autant à l'effroi et à la compassion que lui inspirent la disparition brutale de ceux qu'elles représentent qu'aux recettes éprouvées de l'art que sont le portrait, l'alignement et la répétition d'un dispositif.

** Les vignettes Panini sont au soccer ce que sont les cartes de sport au hockey, telles que distribuées par les compagnies O-Pee-chee, Pacific ou encore First Edition. Autocollantes elles complètent des albums, et les enfants se les échangent dans les cours d'école.*

Les HTMlles

CYBER-DISSIDENTES

Pour la sixième année consécutive se tiendra à Montréal le festival de cyber art Les HTMlles organisé par le Studio XX. Cet événement permettra à des femmes artistes au fait de l'avant-garde technologique de se produire et des intellectuelles engagées de véhiculer un message «pour le changement et la connaissance». Une récidive de résistance qui accroche et qui marche...

Sylvain GHARBI

«*L'explosion des nouvelles technologies, s*elon Karen Wong, collaboratrice au Studio XX, *a marginalisé l'utilisation par des femmes de l'outil électronique et informatique. Nous voulons répondre à cette réalité, la nôtre, en la contrecarrant, par la réappropriation de ces mêmes outils. Notre résistance se situe tant sur ce palier matériel qu'artistique où sont également débattues des problématiques sociales actuelles suscitées par la complexité que revêt le monde des médias et de la communication*».

Le festival HTMlles abordera la difficile question éthique et sociale soulevée et trop souvent oubliée: la place de femmes au sein des rapports et des échanges électroniques.

UN AGENDA BIGARRÉ

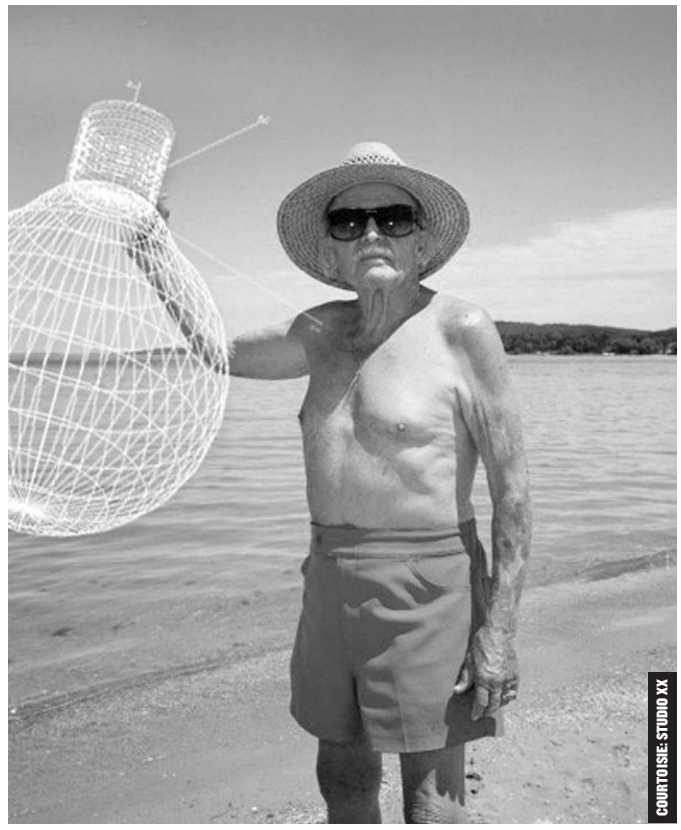
Du 4 au 8 février 2003 (à la Fondation Jean-Pierre Perreault, 2022, rue Sherbrooke Est, coin de Lorimier) seront présentées des interventions de conférencières, des assemblées, des tables rondes de discussions, où s'entretiendra le public avec ces militantes expertes, issues pour beaucoup des milieux cinématographiques, universitaires, journalistiques et intellectuels.

Le festival inclura en plus dans son programme de jour un atelier de mise en pratique pour des élèves du secondaire, trois jours d'initiation à la production radiophonique et à la mise en ondes. Cette démarche s'inscrit dans un souci d'assurer à toutes et à tous une accessibilité entière à la forteresse du numérique par le biais des participantes exposantes et cyberguides, pour la plupart venues du continent nord-américain, d'Europe et d'Australie.

« *Le festival,* présise Karen Wong, *se doit de pouvoir démystifier la technologie comme apanage de certains élus. Il sert de pôle d'éducation et d'échange sur l'actualité technologique. C'est un carrefour d'accueil et d'échange international ouvert et destiné à un large public, de tout âge et de toute origine*».

Depuis la première année de sa création, le festival HTMlles n'a cessé d'accroître son impact. L'année dernière, le festival HTMlles s'est achevé par un cumul de 350 000 visites sur son site www.studioxx.org au cours des cinq jours de son déroulement avant les 800 000 autres lors du mois qui a suivi.

Tous ces ateliers et débats précèderont les performances de DJ's improvisatrices locales ou étrangères. Soucieux de bien souligner l'optique résolument «radicale libre» du festival par son éclectisme artistique et son polymorphisme musical, le comité organisateur aura pour invitées des compositrices de l'électropunk, du techno, de l'expérimental. De cette manière, le Studio XX renforcera cette disposition d'interface dont il s'est fait l'objet entre une pléthore d'organismes acteurs au niveau mondial grâce au Web. Dépositaire de ces valeurs de lutte identitaire, de soutien et d'affirmation des

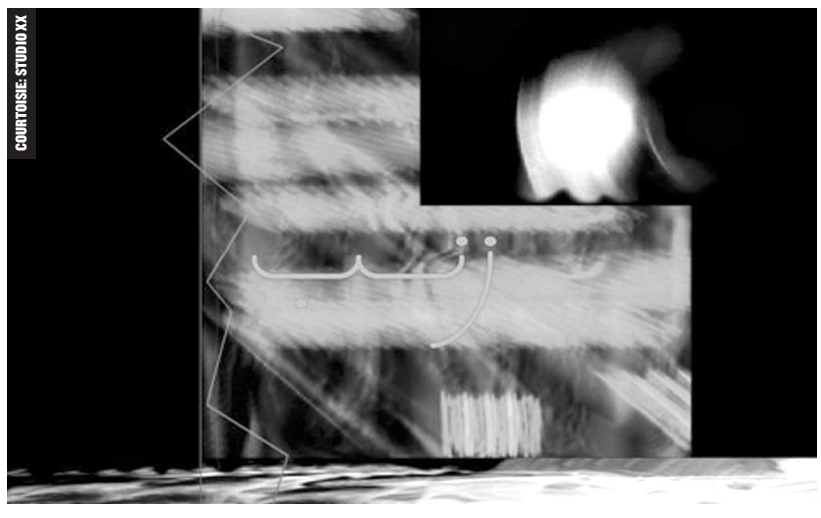


COURTOISIE: STUDIO XX

femmes, le Studio XX prête aussi attention aux autres réalités. Selon un angle plus large et plus universel, observatrices de ces quotidiens d'ailleurs qui s'imbriquent et intimement s'interrelient, en raison du développement des réseaux d'information et de transmission, ces femmes volontaires et entreprenantes prisent une liberté d'expression affranchie «*du diktat des médias, de toute imposition…*»

LE STUDIO XX, UN FER DE LANCE CONTRE LA COMPROMISSION AMBIANTE

Le Studio XX, depuis 1995, année de sa constitution, joue un rôle très actif dans la promotion d'œuvres par des femmes de tous horizons pour un vaste public. Il tient ainsi cette place de tête grâce à la mûre réflexion de ses fondatrices Kathy Kennedy, Patricia Keatens, Sheryl Hamilton, sur l'importance de l'espace octroyé aux femmes dans la dimension digitale. À ces débuts, devant cette préoccupation et la constatation de leur quasi-absence de ce panorama, le groupe de femmes s'était donné pour but de redessiner un cadre d'expression et d'exposition pour des œuvres au féminin du cyber-espace, dissidentes, inédites dans leur forme et disputées, des œuvres témoignant de l'activisme ambitieux et engagé du Studio XX, ce qu'elles font avec succès!



COURTOISIE: STUDIO XX

VOL GRATUIT sur Londres

Exclusivement avec Travel CUTS !

Envolez-vous gratuitement sur Londres, lorsque vous réservez l'un des circuits sélectionnés sur l'Europe avec Contiki.

LES PLACES SONT LIMITÉES - RÉSERVEZ TÔT !

contiki HOLIDAYS FOR 18-35's

VOYAGES CAMPUS
S'évader pour vrai
5150 ave. Decelles
735-8794
www.voyagescampus.com

Cette offre s'applique pour les vols au départ de Toronto, Montréal, Ottawa ou Halifax. Ajoutez 200$ pour les départs de Québec. Le vol gratuit s'applique sur les circuits européens partant en Mars 2003 seulement. Envolez-vous pour Londres pour 99$ ou 199$ pour tous les circuits européens partant en avril et mai 2003 (plus les frais des vols de connection, si applicable). D'autres tarifs pour vols de correspondance sont disponibles. Doit être payé au complet avant le 31 mars 2003 ou immédiatement si vous réservez moins de 45 jours avant le départ. Suppléments de fin de semaine, taxes et autres frais gouvernementaux non compris. Une carte d'étudiant(e) internationale (ISIC) valide est requise. D'autres restrictions s'appliquent, passez nous voir pour plus d'informations.

Voyages Campus est propriété de et administré par la Fédération canadienne des étudiant(e)s.

PROCHAINES PARUTIONS

DU

Quartier Libre

LES 12 ET 26 FÉVRIER 2003

ZIRVAL DESIGN

IMPRIMERIE & INFOGRAPHIE

514-525-3781

La boutique PC sur le campus

Un Portable Pour LES ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES

Une offre exclusive de HP et Micro 2200 pour les étudiants de l'université

• Prix et taux préférentiels exclusifs • Plan de financement unique pour les étudiants
• Boutique et service après-vente sur le campus • Pour les étudiants à temps complet ou temps partiel
Consultez le www.micro2200.ca

Portable de la série professionnelle de HP
- Processeur Intel Celeron 1.2 GHz
- **Écran 14.1" XGA TFT**
- Mémoire SDRAM 128 Mo
- Disque dur 20 Go
- **Graveur CD-RW 24 X 8X 4X**
- Lecteur 1.44 Mo
- Modem 56K et carte réseau 10 /100
- Mémoire vidéo 32 Mo
- Clavier français
- **Windows XP Pro français** - Valeur de 270$
- **Imprimante HP Deskjet 3420 incluse**

À partir de 47$ par mois† — Graveur CD-RW inclus

1399$*

À partir de: 47$ par mois sur 36 mois†
0$ à l'achat, 0$ résiduel
Financement accord D Desjardins
* Après toutes les remises. 274309

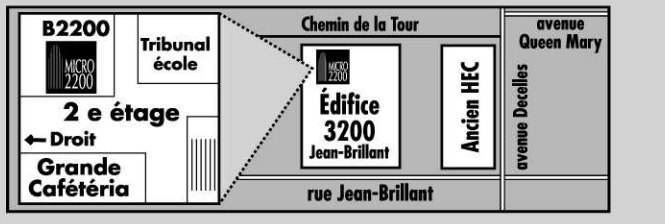
Portable de la série professionnelle de HP
- Processeur Intel Pentium 4 Mobile 1.7 GHz
- **Écran 15" XGA TFT**
- Mémoire SDRAM 256 Mo
- Disque dur 30 Go
- **Combo DVD/ CD-RW**
- **Port Firewire**
- Lecteur 1.44 Mo
- Modem 56K et carte réseau 10 /100
- Carte vidéo ATI Mobility Radeon 7500 32 Mo
- Clavier français
- **Windows XP Pro français** - Valeur de 270$
- **Imprimante HP Deskjet 3420 incluse**

À partir de 77$ par mois† — Écran 15" et combo DVD/CD-RW inclus

2497$*

À partir de: 77$ par mois sur 36 mois†
0$ à l'achat, 0$ résiduel
Financement accord D Desjardins
* Après toutes les remises. 274315

VENEZ NOUS VOIR!



MICRO 2200 INFORMATIQUE
3200, rue Jean-Brillant
Local B-2200
tél.: 514.343-2313
http://www.micro2200.ca
Depuis plus de 11 ans

hp invent

COMPAQ offert par HP

† Taxes en sus, les prix et les configurations peuvent changer sans préavis, Quantités limitées.

Un défi à votre mesure

Des études de 2e ou de 3e cycle à l'Université du Québec à Rimouski

CAP sur l'UQAR

- **plus de 30 programmes de 2e et de 3e cycles :**
  - études littéraires, éthique, pratiques psychosociales
  - développement régional
  - gestion de projet*, administration des affaires (MBA)*
  - gestion des personnes en milieu de travail
  - océanographie, gestion des ressources maritimes
  - ingénierie
  - gestion de la faune et de ses habitats, sciences de l'environnement
  - sciences de l'éducation*
  - sciences infirmières
- **plusieurs programmes de bourses et d'aide financière**
  - des bourses d'accueil à tous les nouveaux étudiants à la maîtrise qui satisfont aux critères de ce programme de bourses
- **un environnement exceptionnel pour la recherche**
  - l'Institut des sciences de la mer, cinq chaires de recherche et de nombreux laboratoires

** Les programmes de maîtrise en éducation, en éthique, en gestion de projet et en administration des affaires (MBA) sont aussi offerts au Campus de Lévis.*

Renseignements
Rimouski : uqar@uqar.qc.ca ou 1 800 511-3382, poste 1433
Lévis : campus_levis@uqar.qc.ca ou 1 800 463-4712, poste 234

www.uqar.qc.ca

Université du Québec à Rimouski

PRÊT-À-PORTER

MODE DE VIE

**Jennifer Glasgow et Pascaline Knight sont propriétaires et designers de la compagnie Tout est bien / All is well.
Toutes deux issues de l'École des beaux-arts, l'une de Winnipeg, l'autre de Montréal, elles ont pourtant choisi une avenue différente, celle de la mode.**

Emmanuella ST-DENIS

« Le vêtement est un autre support pour exposer l'art. Plutôt que de toujours mettre les œuvres sur les murs, on en revêt les gens et cela prend une toute autre dimension», affirme Pascaline Knight, qui s'occupe de la création et conception des imprimés.

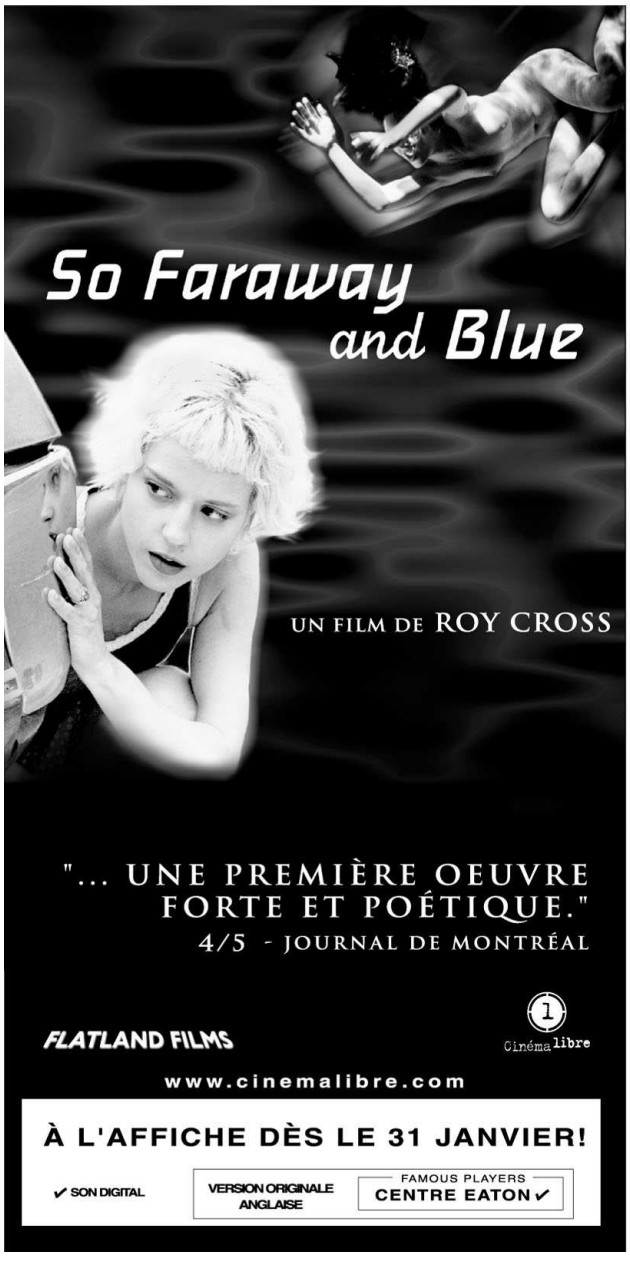
Tout a commencé il y a près de trois ans, lorsque Jennifer Glasgow a décidé de quitter son emploi de chapelière au Cirque du Soleil parce qu'elle trouvait cela beaucoup trop contraignant. Elle a dès lors décidé de lancer son entreprise en solitaire, qui se nommait à ce moment, Solo Apparel. *«Quand j'ai quitté le Cirque, j'avais envie d'optimisme. J'en avais assez de toute cette lourdeur administrative et je me disais que les choses, la vie n'étaient pas si mal au fond».*

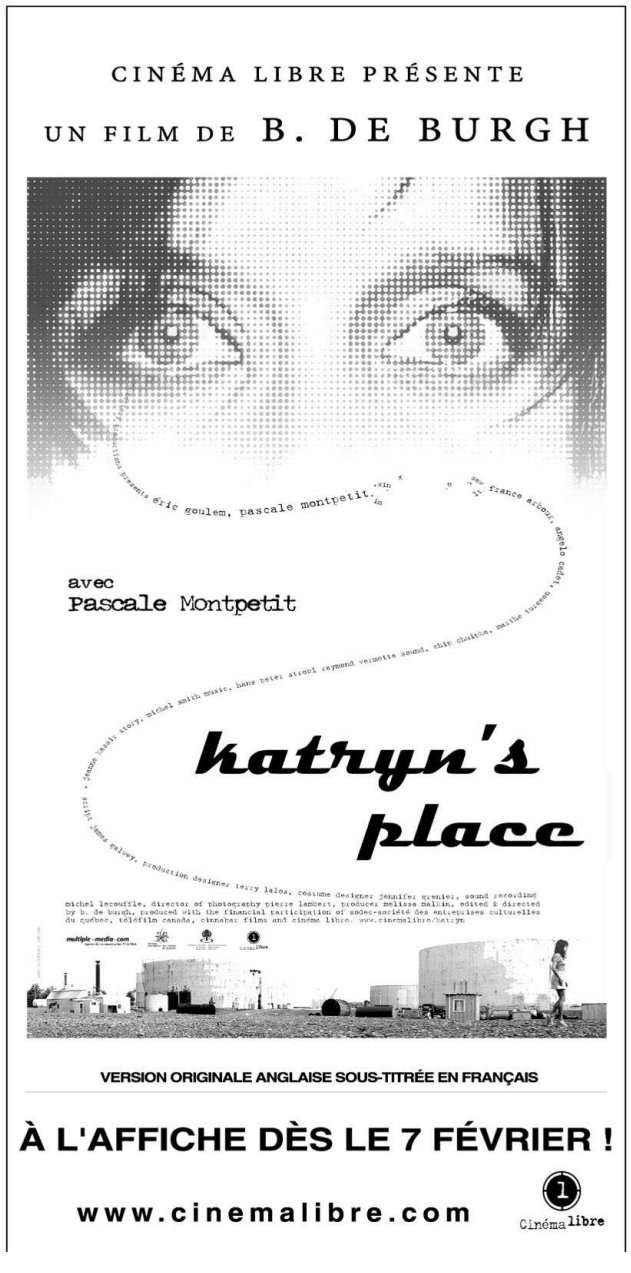
Dès lors, elle s'installe dans un atelier du Mile-End, une ancienne école qui abrite de nombreux artistes et entreprises, afin de mettre son projet en branle. Plus tard, Jennifer Glasgow apprend que Pascaline Knight se cherche un atelier et décide de partager le sien avec l'artiste. Colocataires, chacune travaille à son projet de façon individuelle, mais petit à petit, Knight contribue au travail de Glasgow en effectuant les imprimés de ses vêtements. Et plus le temps passe, plus elles se rendent compte de la force de leur équipe et décident finalement de s'associer.

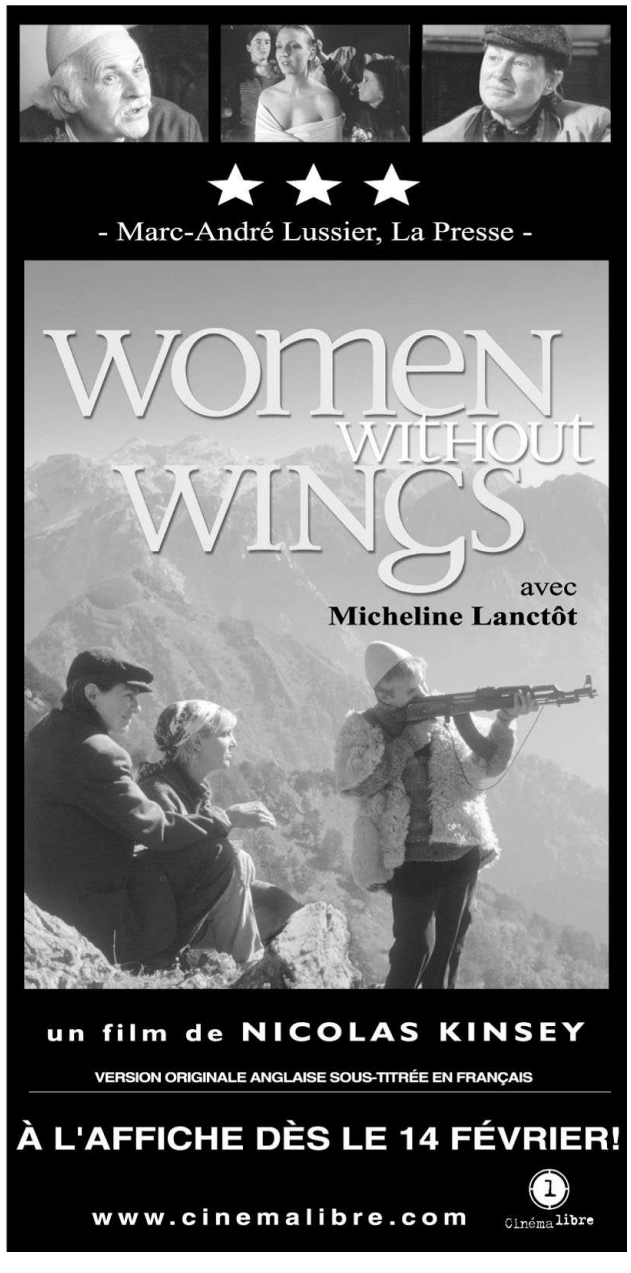
LES MESSAGÈRES

Pour Jennifer Glasgow et Pascaline Knight, la création de vêtements et le monde de la mode ne se résument pas simplement au besoin de se vêtir et à la superficialité que l'on peut souvent associer à ce milieu. *«C'est vrai qu'il est difficile de vivre avec cette idée, la mode. Cela renferme tellement de connotations négatives, mais les vêtements sont en quelque sorte une extension de soi-même, une affirma-*

PHOTO: DAVID CHAMPAGNE







tion du corps et surtout un véhicule pour un message.»

Le message, l'écriture, les mots créés par Knight sont imprimé un peu partout sur les vêtements et accessoires que confectionne Glasgow. Que ce soit un sweatshirt de polar ou une jupe de denim portant l'inscription «ma parole», «give» ou simplement le nom même de la compagnie «All is well», les deux femmes ne prétendent certes pas détenir la vérité et non plus le désir d'être moralisatrice. Jennifer Glasgow croit que *«les gens viennent y chercher ce qu'ils désirent. Souvent ce sont des coups de foudre. Quelqu'un voit quelque chose qui le touche, le provoque et il l'achète.»* Pascaline Knight ajoute qu'il faut *«susciter le questionnement. Il ne faut pas prétendre avoir la réponse, mais à tout le moins poser les questions.»*

Engagées dans leur communauté, elles se portent volontiers à la défense de l'environnement et des droits humains, mais le message ultime qu'elles ont envie de lancer, c'est plutôt: *«soyez au courant, rendez-vous compte de ce qui se passe autour de vous!»*

«C'est vrai qu'il est difficile de vivre avec cette idée, la mode. Cela renferme tellement de connotations négatives, mais les vêtements sont en quelque sorte une extension de soi-même, une affirmation du corps et surtout un véhicule pour un message».

L'EMPRISE DU SUCCÈS ET LA FORCE DE L'UNION

All is well / Tout est bien, compagnie complètement indépendante financièrement, se fait doucement connaître et se porte de mieux en mieux. Les deux propriétaires chérissent le rêve de faire assez de profits pour pouvoir en vivre bien et peut-être un jour ouvrir une boutique, mais il reste encore beaucoup de travail et la main-d'œuvre est encore très limité, puisqu'elles confectionnent tout à la main. Elles arrivent toutefois à vendre leurs vêtements à des prix abordables (une moyenne de 40 à 60 $). Reste que la croissance de l'entreprise suscite maintes réflexions sur les impacts négatifs d'un succès trop important. *«C'est vrai que lorsque je pense au succès et à l'argent, je me sens un peu sale»*, avoue Pascaline Knight *«mais je pense qu'il y a moyen d'avoir un succès qui soit sain. Il faut être intègre.»*

Jennifer Glasgow avoue que ce sont les médias qui l'effraient. *«Quand je regarde ce qu'ils font, les mensonges qu'ils racontent et leur propagande, je me méfie. Je pense que l'on peut avoir du succès, mais il faut une certaine éthique.»*

Une éthique et une intégrité qu'elles semblent partager et chérir, malgré les différences fondamentales de leur personnalité. Si Pascaline Knight porte en elle un cynisme profond, Jennifer Glasgow regorge quant à elle d'un optimisme presque naïf. C'est cette différence complémentaire qui fait la force de leur union, en plus du respect mutuel et de l'admiration profonde qu'elles se portent. *«Lorsque je suis arrivée avec la phrase Tout est bien, j'avais en tête une sorte d'ironie face à la vie. Quand Jennifer a vu la phrase, elle se l'est réappropriée dans un sens beaucoup plus optimiste. Au début, ça m'a choquée, mais finalement, ça l'a amené une autre dimension à mon travail. Nous acceptons les vues de l'autre sans aucune prétention»,* raconte Pascaline Knight.

«Pour moi, c'était un peu la continuité de l'esprit dans lequel j'étais déjà et j'étais heureuse d'avoir une phrase comme celle-là. Ce n'est qu'après coup que je me suis rendu compte du vrai sens que Pascaline donnait à cette phrase. J'aime ce côté critique chez elle. C'est un défi de tolérance, mais nous avons confiance l'une en l'autre», ajoute Jennifer Glasgow.

«Les gens viennent y chercher ce qu'ils désirent. Souvent ce sont des coups de foudre. Quelqu'un voit quelque chose qui le touche, le provoque et il l'achète.»

Tout est bien / All is well est ouvert au public. Il faut composer le (514) 278-6982 ou ou utiliser le courriel: alliswelltoutestbien@hotmail.com

ECOLE DES MAÎTRES

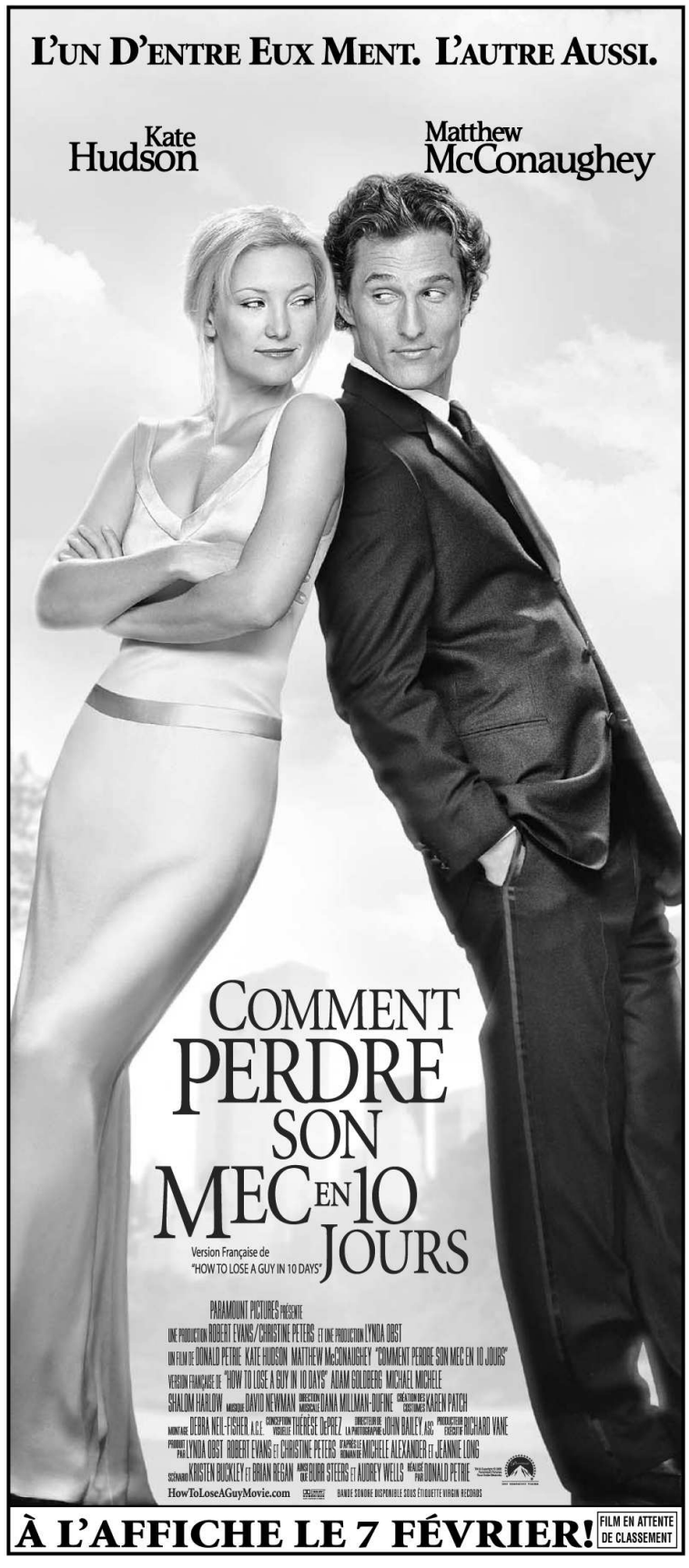
Cours de formations barman(aid) et serveur. Rabais étudiant, programme de placement. (514) 849-2828, www.ecoledesmaitres.com

Quartier Libre

LECTEURS, VOUS AIMERIEZ QUE LE QUARTIER LIBRE TRAITE D'UN SUJET?

UN ARTICLE VOUS INSPIRE UNE RÉFLEXION?

ÉCRIVEZ-NOUS à quartierlibre@hotmail.com



LA PORTE OUVERTE

Depuis plus de 35 ans, le Yellow Door Coffeehouse accueille chaque fin de semaine des légendes de la musique folk et blues dans son local intime de la rue Aylmer. Mais le Yellow Door est bien plus qu'un café. Associé au YMCA de l'Université McGill depuis 1904, il offre une panoplie de services aux étudiants et aux personnes âgées et handicapées du centre-ville de Montréal.

Sabrina ROGERS

Bien que l'organisation n'ait pris le nom de Yellow Door qu'au milieu des années 1960, l'objectif est le même depuis le début du siècle. *«Nous cherchons à nous développer spirituellement et socialement en offrant de l'aide et du soutien à la communauté»*, explique Pietro Bozzo, directeur général du Yellow Door. *«Évidemment, les services que nous offrons ont grandement évolué, mais les principes de base restent les mêmes.»*

Le programme d'aide aux personnes âgées, l'*Elderly Project*, a été créé en 1972 afin de pallier un nombre grandissant de problèmes sociaux affectant cette catégorie d'âge. Face à la dégradation progressive de la structure familiale et au manque de soutien social, de plus en plus de personnes âgées vivent dans la pauvreté et la solitude et développent ainsi des problèmes physiques et émotifs.

L'*Elderly Project*, qui aide entre 150 et 200 personnes par année, offre de nombreux services: visites à domicile, accompagnements à l'hôpital, emplettes et organisation d'événements sociaux. Le principal objectif de cette initiative? Alimenter les sentiments de respect de soi et de dignité chez les personnes âgées.

La porte du Yellow Door est également ouverte aux étudiants qui éprouvent des difficultés financières. Le programme *Food For Thought*, qui vient en aide à une cinquantaine d'étudiants de l'Université McGill chaque session, offre trois principaux services. Tous les vendredis, de midi à 14 heures, ils peuvent se présenter au Rabbit Hole Café afin de participer au *Lunch Program*. *«Pour un dollar ou tout autre montant qu'ils sont en mesure de débourser, les étudiants ont droit à un repas chaud»*, explique M. Bozzo. *«Ensuite, ils aident à faire la vaisselle et à nettoyer la cuisine. Le programme est donc géré par les étudiants eux-mêmes»*. De 14 heures à 17 heures, ils peuvent également obtenir des denrées alimentaires non périssables. Finalement, les étudiants qui souhaitent consulter des livres de recettes et obtenir des conseils sur les diverses façons d'économiser de l'argent à l'épicerie n'ont qu'à se présenter en tout temps au centre de ressources *Food For Thought*. Quant aux étudiants handicapés, ils ont la possibilité de participer au *Disabled Students Program*, dans lequel ils sont jumelés à des bénévoles non handicapés. Le programme vise à diminuer l'isolement et la solitude des personnes handicapées en élargissant leur réseau social, tout en bâtissant leur confiance et en réduisant leur niveau de stress. Mais il existe également des avantages pour les bénévoles. *«Ils en ressortent généralement avec une sensibilité et une compréhension accrue de la réalité des personnes handicapées»*, explique M. Bozzo.

Face à la dégradation progressive de la structure familiale et au manque de soutien social, de plus en plus de personnes âgées vivent dans la pauvreté et la solitude et développent ainsi des problèmes physiques et émotifs.

PHOTO: CLARISSE SERIGNAT

UN CENTRE COMMUNAUTAIRE QUI A À COEUR LES JEUNES COMME LES VIEUX.

Le programme vise à diminuer l'isolement et la solitude des personnes handicapées en élargissant leur réseau social, tout en bâtissant leur confiance et en réduisant leur niveau de stress.

PHOTO: CLARISSE SERIGNAT

LE PUBLIC S'ENTASSE DANS LE PETIT SOUS-SOL DU YELLOW DOOR POUR VENIR ENTENDRE DES ARTISTES DE LA SCÈNE LOCALE MONTRÉALAISE.

Même le café folk et blues du Yellow Door a une mission qui va au-delà du simple divertissement, soit celle d'encourager le développement d'artistes locaux. Tous les vendredis et samedis soirs, le Coffeehouse présente des musiciens folk et blues de la région de Montréal en plus d'accueillir régulièrement des artistes de renommée internationale. En 35 ans d'existence, des grands noms tels Bruce Cockburn, Joni Mitchell et Gordon Lightfoot ont foulé la scène du Yellow Door.

Pietro Bozzo attribue la popularité et la renommée du Coffeehouse à de nombreux facteurs: *«Il existe depuis plus longtemps que n'importe quel autre coffeehouse au Canada. Les gens sont donc attirés par son passé et son histoire, mais aussi parce que la salle est tellement intime. Avec seulement 50 sièges, les spectateurs se sentent proches des artistes, il y a énormément d'énergie qui circule entre la foule et les musiciens. En plus, puisque c'est non fumeur et qu'il n'y a pas d'alcool, c'est un environnement familial qui plaît aux gens de tous âges»*.

Les spectateurs peuvent même tenter leur chance sur la scène lors du *open stage* suivant le spectacle du vendredi soir, alors que les poètes et les écrivains locaux ont l'occasion de partager leurs œuvres avec le public lors des soirées *spoken word*.

j'ai rêvé à stalingrad...

TEXTE ET DESSINS
JAIME RODRIGUEZ

TEXTES ET DESSINS :
JAIME RODRIGUEZ

À SUIVRE...

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

CISM 89,3 FM

8ième Ciel
(PHILIPPE KATERINE)

Philippe Katerine vous plonge à nouveau dans des ambiances, des atmosphères et des aventures auxquelles vous n'auriez même pas pensé. Écoutez tout de suite «Barbecue À l'Elysée» et vous vous retrouverez avec Yoko Ono et Gershwin dans le même party! De la folie à l'état pur, un artiste, un vrai. Ce disque est dans la lignée de ses deux albums précédents (Dont *L'Homme à 3 mains* qui est devenu un incontournable!) mais demeure plus difficile d'écoute. Il vous faudra plusieurs écoutes avant de l'apprécier entièrement. L'excellent groupe The Recyclers assure encore une fois les arrangements, ce qui étoffe le volet musical plutôt minimaliste de monsieur Katerine. Un incontournable, à écouter et à réécouter absolument.

Dave OUELLET

Red Hot + Riot
(ARTISTES VARIÉS)

Cette compilation regroupant des reprises de Fela Kuti brille aussi bien par l'excellence de l'exécution que par le choix des titres. Un pur délice à mi-chemin entre le afro-beat et la soul de qualité. Les plus téméraires pourront essayer de rester immobile au son enivrant de «*Water No Get Enemy*» interprétée par Macy Gray avec Roy Hargrove. Quant à ceux qui en ont marre de l'impérialisme étatsunien, «No agreement» (reprise par Tony Allen, Res et Positive Black Soul) deviendra votre cri de ralliement. Les profits de la vente vont à la prévention du Sida qui tue plus que jamais, alors, pour une fois, éteignez Kazaa, et allez donc l'acheter.

Colin TURCOTTE

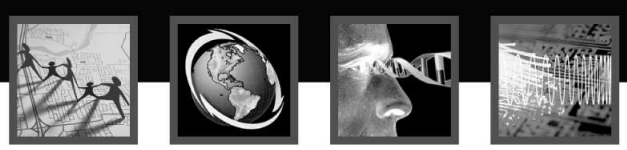
PALMARÈS ALBUMS FRANCOPHONES

CISM 89,3 FM

1. **LE DÉFROQUÉ** — MIOSSEC - INDÉPENDANT
2. **CERVELLE DE SINGE** — KATERINE BARCLAY
3. **UZI DERFO** — 2 - INDÉPENDANT
4. **AIDE-MOI** — J-F LEMIEUX - AUDIOGRAMME
5. **BIKER** — LES GOULES - SIR GOULUS
6. **J'RÊVOLUTIONNE** — MUZION - BMG
7. **T'AS PAS D'TÊTE** — PLYWOOD 3/4 - LOCAL
8. **LES MÉMOIRES D'UN AMNÉSIQUE** — CQFD - LOCAL
9. **MOUCHE** — GALAXIE 500 - C4
10. **LA FICELLE** — ALAIN BASHUNG - BARCLAY

INRS

La science en ACTION *pour un monde en* ÉVOLUTION



Emplois d'été en recherche

1ER CYCLE – 2003

Si vous avez complété une 2e année d'études dans un programme de 1er cycle en sciences naturelles, en génie ou en sciences de la santé, l'INRS vous offre la possibilité d'occuper un emploi d'été en recherche dans l'un ou l'autre des domaines suivants: eau, terre et environnement; énergie, matériaux et télécommunications; santé humaine, animale et environnementale.

Date limite du concours: 14 février 2003

Critères d'inscription, modalités d'application du concours et information sur l'INRS disponibles sur le site Web.

Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

Téléphone: (418) 654-2517 Sans frais: 1 877 326-5762 www.inrs.uquebec.ca

L'AGENDA CULTUREL

Du cinéma engagé

Gabriel Anctil, du collectif des Lucioles, lance sont film *Ce n'est qu'un début*… Le film présente une vue du mouvement contre la ZLEA lors du sommet des Amériques. Des militants exposent leur conception d'un «monde meilleur» et proposent des solutions pour y arriver.

À la Cinémathèque québécoise
les 31 janvier, 2 et 5 février à 19h00

Les Monologues du vagin

Le Cégep du Vieux-Montréal présente la célèbre pièce *Les Monologues du vagin*, les 12, 13 et 14 février prochain. La production compte quatre nouveaux monologues, dont deux abordent la violence faite aux femmes amérindiennes, un monologue surprise et un témoignage d'une transsexuelle accomplie. Les recettes de ces soirées bénéfice seront remis à deux organismes pour femmes victimes de violences, transit 24 et Flora Tristan, ainsi que 10 % qui sera remis aux femmes autochtones par l'organisme V-day.

Pour plus d'information :
Stéphanie de Sève, courriel :
stephanie.deseve@sympatico.ca
(514) 982-3437 ext.2447

Lotte Reiniger : l'animation avant Disney

La Cinémathèque québécoise présente une rétrospective de Lotte Reiniger, cette cinéaste d'animation d'origine allemande qui, dix ans avant Walt Disney s'intéressait au film d'animation. Cette rétrospective intitulée *Lotte Reiniger : style et silhouettes* (produite en collaboration avec le Gœthe Institute), présente une quinzaine de films dont *Snow White and Rose Red, The Sleeping Beauty* et *Aucassin et Nicolette*. Jusqu'au 19 février.

Pour plus d'information :
Diane Audet
(514) 842-9768 poste 255

C'est à moi que tu parles ?

La Galerie de l'UQAM présente jusqu'au 15 mars l'exposition *Are You Talking to Me?* réunissant une quinzaine d'artistes et une dizaine de textes d'auteurs canadiens. Cette exposition se veut une conversation entre l'œuvre et le texte.

Des œuvres telles que *La Corriveau* d'Alfred Laliberté, *La République* de Dominique Blain, le *O'Canada* de Joyce Wieland sont exposées, en plus d'une fiction à trois personnages de Denise Desautels, à une conversation de Nicole Brossard et d'une adresse à l'attention de Glenn Gould de Louise Déry.

Pour plus d'information:
(514) 987-8421

No Parking

La coalition pour un épanouissement du marché Jean-Talon vous invite à une soirée «No Parking» le 31 janvier 2003 à 19h00. Information sur le projet de modification du marché Jean Talon, exposition des photos de Denis Rioux et Christian Dumoulin, projection de films du collectif des Lucioles, concerts de re:use, Girlkraft, DJ Mute et DJ La Mathilde aux platines.

Ecole Notre-Dame de la Défense
6841 Henri-Julien (coin Dante)
Information: http://pages.infinit.net/jtalon
ou comité logement Petite-patrie:
(514)271-9006

PARTY 2e ÉTAGE

jeudi 6 février 2003, 22h00

7,00 $-Pavillon 3200 Jean-Brillant

-LIMITE DE 5 BILLETS PAR ÉTUDIANT
-NOMBRE LIMITÉ DE BILLETS

Billets en vente aux comptoirs multiservice
de la FAÉCUM (3200 Jean-Brillant, près du B-1265
et Pavillon J.A. DeSève, rez-de-chaussé)
Le D.J. est une gracieuseté du Café Campus

MOLSON DRY

FAÉCUM